

FIN DE LA VISITE DE DE MISTURA AU SAHARA OCCIDENTAL

LE POLISARIO RÉAFFIRME SES LIGNES ROUGES

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8512 MERCREDI 10 JUIN 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

ALGÉRIE - BOLIVIE

Un ultime test à huis clos pour les Verts

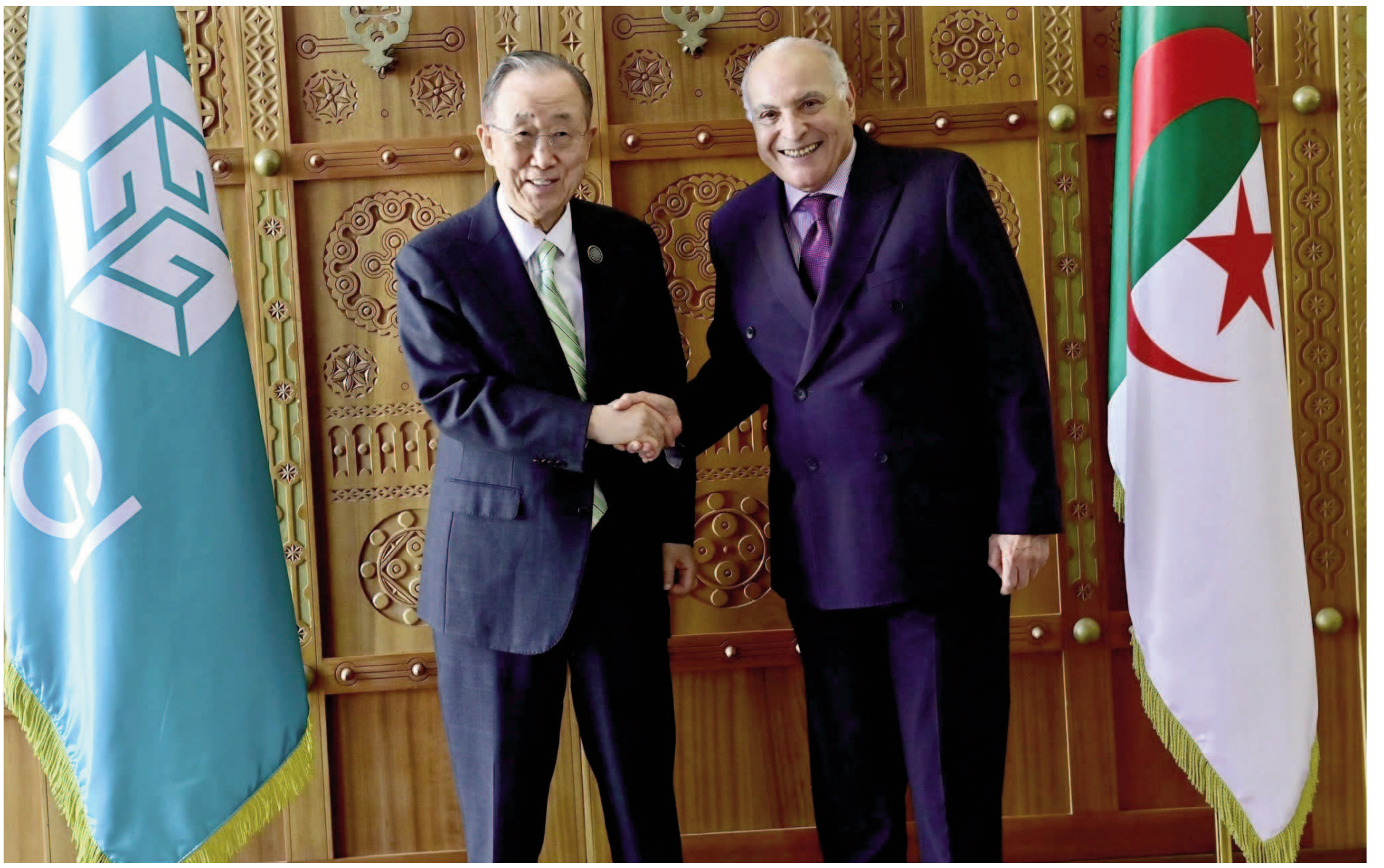
Page 12

ALGÉRIE ET GGGI

UNE NOUVELLE ÈRE DE COOPÉRATION

L'Algérie franchit un cap stratégique dans sa politique environnementale en devenant le 52e État membre de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI). L'inauguration officielle de son bureau à Alger, ce mardi, en présence de l'ancien secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Lounès Magramane, scelle un partenariat de premier plan pour accélérer la transition vers l'énergie solaire et l'économie durable.

PAGE 3



TROISIÈME JOUR DU BACCALAURÉAT

Le soulagement après la tempête des mathématiques

Page 2

MALADIES CARDIOVASCULAIRES

La riposte s'organise contre le tueur n°1 en Algérie

Page 6

APRÈS SON VOYAGE HISTORIQUE EN ALGÉRIE

Le pape attendu avec ferveur à Barcelone

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

RUSSIE

Le boom des étudiants algériens

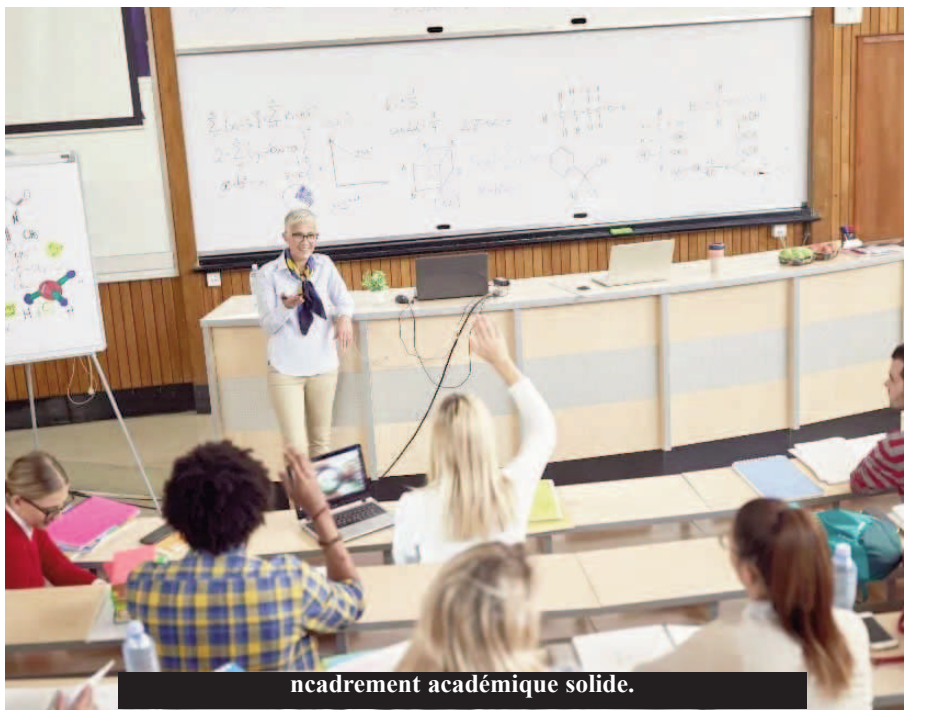
Le nombre d'étudiants algériens poursuivant leurs études dans les universités russes connaît une évolution remarquable. Ils sont aujourd'hui 2 194 à être inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur en Russie, soit une multiplication par dix en l'espace de dix ans, témoignant de l'attractivité croissante du système universitaire russe auprès des jeunes Algériens. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué de l'ambassade de Russie en Algérie.

Selon la même source, près d'un étudiant sur six bénéficie d'une formation gratuite dans le cadre des bourses et quotas accordés par le gouvernement russe aux étudiants étrangers. Un dispositif qui renforce l'accessibilité des études supérieures et encourage la mobilité académique internationale.

Le système d'enseignement supérieur russe se distingue par « la qualité de ses formations et la diversité de ses programmes ». Il offre aux étudiants « un encadrement académique solide ainsi qu'un accès à des équipements modernes et à des laboratoires de pointe. Les universités russes favorisent également la formation pratique à travers des stages au sein de grandes entreprises et institutions, permettant aux étudiants d'acquérir des compétences directement adaptées aux exigences du marché du travail », a précisé le communiqué.

Aujourd'hui, « la Russie figure parmi les principaux pôles mondiaux de formation universitaire, occupant la septième place dans le domaine de l'exportation des services d'enseignement supérieur. Plus de 400 000 étudiants étrangers y poursuivent actuellement leurs études, tandis que plus de 1,5 million de diplômés issus des universités russes et soviétiques exercent dans plus de 180 pays à travers le monde », a fait savoir l'ambassade.

« Les étudiants algériens privilégient particulièrement les filières médicales, l'informatique, les différentes branches de l'ingénierie, la gestion, le génie logiciel, ainsi



ncadrement académique solide.

que des spécialités liées à l'environnement et aux sciences forestières », a souligné le même texte. Et de poursuivre : « Plusieurs universités russes accueillent un nombre important d'étudiants algériens, notamment l'Université d'État de Tambov, l'Université Lobatchevski de Nijni Novgorod, ainsi que l'Université russe de l'amitié des peuples (RUDN), reconnue pour sa forte dimension internationale ».

Avec plus d'un millier d'établissements d'enseignement supérieur, la Russie offre un large éventail de formations adaptées aux ambitions académiques et professionnelles des étudiants étrangers.

Un autre élément majeur vient renforcer cette dynamique, celui de l'accord de reconnaissance mutuelle des diplômes, signé le 30 janvier 2025 à Alger entre le ministre algérien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et le vice-ministre russe des Sciences et de l'Enseignement supérieur, Konstantin Mogilevski. Cet accord facilite l'intégration professionnelle des diplômés en Algérie, en garantissant la reconnaissance officielle des titres universitaires obtenus en Russie.

L'accès aux universités russes se fait selon plusieurs voies, notamment les programmes payants ou les filières gratuites. Les candidatures pour les études payantes débutent chaque année en juin, via les sites des universités, leurs commissions d'admission, la plateforme numérique Ru.ID, ou directement sur place. Certaines filières exigent des tests ou entretiens de sélection.

Pour les études gratuites, deux principales options existent : les quotas gouvernementaux russes et la réussite à des olympiades universitaires ou compétitions internationales telles que « Open Doors », qui offrent aux lauréats des bourses complètes.

Enfin, la Russie met en avant un environnement universitaire moderne et dynamique, avec des campus équipés des dernières technologies, des infrastructures sportives et culturelles variées, ainsi qu'une vie étudiante riche favorisant l'épanouissement personnel et scientifique.

Dans ce contexte, les étudiants algériens disposent aujourd'hui d'opportunités élargies pour construire des parcours académiques solides et s'ouvrir à des perspectives professionnelles internationales, dans un pays qui continue d'investir dans l'attractivité de son enseignement supérieur.

Aymen D.

TROISIÈME JOUR DU BAC

Le stress retombe après les mathématiques

L'ATMOSPHÈRE était nettement plus détendue hier devant les centres d'examen du baccalauréat. Après la tension suscitée la veille par l'épreuve de mathématiques, de nombreux candidats ont affiché un visage plus serein à l'issue des examens de philosophie et de sciences naturelles, deux matières à fort coefficient qui pouvaient peser lourd dans le résultat final.

Pour les élèves des filières scientifiques, la journée a été marquée par les épreuves de sciences naturelles et de français, tandis que les candidats des séries littéraires ont été confrontés à la philosophie et à la langue française. Pour la branche gestion-économie, c'était gestion-comptabilité et langue française, et enfin pour la série technique, c'était technologie et langue française. Malgré l'importance de ces matières, la majorité des lycéens interrogés ont estimé que les sujets étaient à leur portée. A la sortie des différents centres d'examen visités, les candidats de la filière sciences expérimentales étaient dans l'ensemble satisfaits de leur travail dans l'épreuve des sciences de la nature et de la vie. Ils ont estimé que le sujet était à « leur portée et les deux sujets au choix relèvent du programme enseigné durant l'année scolaire ».

Rami, candidat en sciences expérimentales, s'est montré optimiste. Selon lui, les questions proposées étaient en adéquation avec les cours dispensés durant l'année scolaire. « Nous avons déjà travaillé des exercices similaires en classe. C'est une épreuve qui peut vraiment faire la différence pour obtenir une bonne moyenne », a-t-il expliqué.

Si certains affichaient leur satisfaction, d'autres peinaient encore à se libérer de la pression à l'examen. Sarah, également candidate, reconnaît avoir répondu correctement aux questions mais demeure inquiète. « J'ai comparé mes réponses avec celles de mes camarades et elles concordent, pourtant le stress est toujours là », confie-t-elle.

Dans la filière mathématiques, les impressions étaient également positives. Lina, accompagnée de sa mère venue l'encourager, a souligné la clarté du sujet. « Les exercices étaient directement inspirés du programme étudié durant l'année », a-t-elle indiqué.

Même constat du côté des candidats des filières littéraires. Plusieurs élèves ont qualifié le sujet de philosophie de compréhensible et bien construit. Pour beaucoup, les thèmes abordés ne sortaient pas du cadre des révisions effectuées au cours de l'année. « Nous étions très anxieux avant de découvrir les sujets, mais cette inquiétude a rapidement disparu une fois les feuilles distribuées », raconte une candidate. Elle affirme avoir privilégié ses propres révisions plutôt que de se concentrer sur les pronostics et sujets supposés circulant sur les plates-formes de préparation au baccalauréat. Pour Neila, élève en lettres et langues étrangères, les épreuves passées jusqu'à présent restent globalement abordables. « La philosophie ne présentait pas de difficulté particulière. Les candidats qui ont travaillé sérieusement pouvaient répondre sans problème », a-t-elle estimé.

L'après-midi, les candidats ont enchaîné avec l'épreuve de langue française. Bien que son coefficient soit moins élevé dans certaines filières, cette matière demeure importante pour consolider la moyenne générale et compenser d'éventuelles insuffisances dans d'autres disciplines.

Il convient de noter que le ministère de l'Education nationale ne cesse d'adresser ses remerciements aux différents secteurs ministériels ainsi qu'aux organisations de la société civile mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette session du baccalauréat et accompagner les candidats tout au long des examens.

Lynda L.

MODÈLE «ARACODE-7B»

Un jeune algérien s'impose dans l'IA mondiale

UN MODÈLE de programmation en intelligence artificielle en langue arabe, développé par le chercheur Mouissat Rabah Abderrahmane de l'Université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO), a été adopté par la plateforme mondiale d'IA « Featherless-AI », marquant une reconnaissance internationale de cette innovation algérienne.

Intitulé « AraCode-7B », ce projet illustre la présence croissante des compétences scientifiques et technologiques algériennes dans le domaine de l'intelligence artificielle, notamment en matière de programmation et de génération de code en langue arabe. Le chercheur explique que ce modèle vise à simplifier et expliquer les codes informatiques en arabe afin de faciliter l'apprentissage de la programmation pour les étudiants, les chercheurs et les développeurs. Or son aspect technique, le modèle permet également de proposer des solutions de programmation et de générer intelligemment des codes, constituant ainsi un outil pédagogique et technologique destiné à enrichir le contenu numérique arabe dans les domaines de l'IA et de l'informatique. Selon son concepteur, « AraCode-7B » représente une étape importante dans le développement des contenus numériques arabes liés à l'intelligence artificielle, dans un contexte marqué par une demande croissante pour des modèles capables de traiter et de comprendre la langue arabe dans des domaines technologiques avancés. Le chercheur ambitionne par ailleurs de développer d'autres modèles d'IA algériens capables de proposer des solutions innovantes au service de l'éducation et des technologies numériques.

M. B.

ALGÉRIE – GGGI

Un pont vert entre développement et durabilité

À l'heure où le climat redessine les priorités du monde, l'Algérie entend hisser plus haut la voile de la transition verte. L'ouverture du bureau du Global Green Growth Institute à Alger a servi, hier, de tribune à Lounès Magramane et à Ban Ki-moon pour plaider en faveur d'une coopération internationale renforcée, face aux défis environnementaux et économiques du XXIe siècle.

Dans son discours prononcé au ministère des Affaires étrangères, aux côtés de l'ancien secrétaire général des Nations unies, président de l'Assemblée et du Conseil d'administration de l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), Ban Ki-moon, ainsi que de la délégation diplomatique accréditée en Algérie, le secrétaire général du ministère, Lounès Magramane, a replacé les enjeux environnementaux dans le contexte international actuel, par une profonde reconfiguration géopolitique mondiale. A ce titre, il a soutenu avec aplomb que « la crise climatique s'impose, de nos jours, comme une priorité majeure de l'agenda international ».

Sur les volets environnemental et économique, l'orateur a, par ailleurs, rappelé que l'Algérie, sous la conduite du président Abdelmadjid Tebboune, a engagé une transition énergétique ambitieuse, axée sur le développement de l'énergie solaire. Cette orientation, a-t-il précisé, s'inscrit dans une approche tenant compte des spécificités de l'économie nationale, des impératifs de justice sociale et de la création d'emplois.

En effet, l'Algérie déploie un vaste programme pour atteindre 15 000 mégawatts (MW) d'énergie solaire d'ici à 2035, soutenu par d'importants investissements. Pour ce qui est de la coopération avec le GGGI, Lounès Magramane a qualifié cette organisation de « partenaire stratégique fructueux » pour l'Algérie et pour l'Afrique. Il a mis en avant le fait que l'institution bénéficie d'une reconnaissance internationale, surtout grâce à l'engagement de son président, Ban Ki-moon, en faveur du développement durable et de la croissance verte.

« Cela s'annonce comme un partenariat fructueux, mutuellement bénéfique », a-t-il déclaré, soulignant, dans le même temps, le rôle cardinal de la coopération multilatérale internationale dans la réponse aux défis environnementaux actuels. Selon ses dires, les mécanismes internationaux de financement constituent bel et bien « un levier essentiel », en vue d'accompagner les efforts de transition écologique et de développement durable.

Prenant la parole à son tour, Ban Ki-moon a exprimé sa gratitude au ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, saluant les démarches engagées, dans l'optique de la finalisation des procédures relatives à l'ouverture d'un bureau du Global Green Growth Institute en Algérie. A ce sujet, il convient de noter que la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a procédé, hier dans l'après-midi, aux côtés de Ban Ki-moon, à l'inauguration du nouveau siège de l'organisation.

« Le fait que l'Algérie soit devenue le 52e Etat membre du GGGI témoigne d'un engagement fort en faveur du développement durable et de l'action climatique, et ouvre un nouveau chapitre dans notre partenariat », a-t-il mentionné.

Dans ce contexte, il a salué les efforts consentis par l'Algérie en matière de protection de l'environnement et de développement durable, estimant que le pays dispose des atouts nécessaires pour s'imposer comme « un acteur régional de premier plan » dans les domaines de la transition énergétique et de la croissance verte.

L'ancien secrétaire général des Nations unies a expliqué que l'ouverture d'un bureau du GGGI en Algérie devrait permettre de booster la coopération dans de multiples domaines stratégiques, en particulier la promotion du développement durable, la protection de l'environnement, l'encouragement à l'utilisation des énergies renouvelables, le développement de l'économie verte, la gestion des ressources hydriques, outre la sécurité alimentaire.



Ban Ki-moon.

Selon Ban Ki-moon, la collaboration avec l'Algérie constitue un atout que le GGGI devrait valoriser. Qualifiant le pays de partenaire influent et de référence en la matière, il a argué que l'Algérie jouit d'une reconnaissance particulière auprès de nombreux pays du Sud, allant jusqu'à la décrire comme un véritable « héros » de la coopération Sud-Sud.

LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX FACE AUX PRIORITÉS ÉCONOMIQUES

Revenant sur les enjeux du développement durable, Ban Ki-moon a indiqué que « la transition vers un modèle de croissance verte et une économie durable, à la fois respectueuse de l'environnement et socialement inclusive, représente l'une des plus grandes opportunités économiques de notre époque ». Dans le même sillage que le secrétaire d'Etat Lounès Magramane, il a souligné l'interdépendance entre les défis climatiques, la stabilité géopolitique et la prospérité économique. « Nous devons garder à l'esprit que ces défis climatiques sont étroitement liés à la stabilité géopolitique et à la prospérité économique », a-t-il affirmé.

« En 2015, l'Accord de Paris sur le climat et les Objectifs de développement durable (ODD) ont démontré ce qu'il est possible d'accomplir lorsque la communauté internationale se rassemble autour d'un objectif commun », a-t-il rappelé. Pour information, cet accord est considéré comme l'un des accomplissements majeurs de sa carrière, scellant, aux yeux de nombreux observateurs, un engagement multilatéral sans précédent sur les réductions d'émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce registre, Ban Ki-moon a plaidé pour un renforcement de la coopération multilatérale, estimant que la lutte contre le changement climatique exige l'implication de l'ensemble des Etats. Il a rappelé que les principales puissances économiques et industrielles portent une responsabilité particulière, en raison de leur contribution historique aux émissions de gaz à effet de serre. « Nous avons également besoin d'une coopération Sud-Sud et triangulaire plus forte pour accélérer le partage des connaissances et des solutions », a-t-il martelé.

Revenant sur le rôle du GGGI, Ban Ki-moon a avancé que cette organisation, créée à l'initiative de son pays, la Corée du Sud, demeure de taille modeste comparativement à d'autres institutions internationales. Cela étant dit, il a insisté sur sa capacité à porter des projets d'envergure grâce à « l'expertise et à la qualité de son capital humain ». A cet égard, il a fait savoir que, depuis sa création en 2012, l'organisation a contribué à « mobiliser plus de 18 milliards de dollars d'investissements verts et a accompagné de nombreux gouvernements dans la mise en œuvre de solutions concrètes en faveur du développement durable ». L'ancien secrétaire général de l'ONU a, en outre, insisté sur la dimension cruciale de la sécurité hydrique, considérant l'approvisionnement en eau comme l'un des principaux défis. Ban Ki-moon a conclu son allocution en réitérant sa conviction que les défis contemporains doivent être abordés dans un esprit de solidarité internationale, déclarant se considérer avant tout comme un citoyen du monde.

Khalil Aouir

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

22 jours pour convaincre les électeurs

LE COMPTE à rebours est officiellement lancé. Avec l'ouverture, hier, de la campagne électorale pour les élections législatives du 2 juillet prochain, les partis politiques et les candidats indépendants disposent désormais de vingt-trois jours pour aller à la rencontre des citoyens et défendre leurs programmes. Une échéance qui revêt une portée particulière, tant par les réformes institutionnelles qui l'accompagnent que par l'élargissement inédit de la carte de la représentation nationale.

Durant cette période, les candidats tenteront de convaincre les électeurs de leur accorder leur confiance afin de siéger à l'Assemblée populaire nationale (APN), institution centrale de la vie démocratique du pays. Plus qu'un simple rendez-vous électoral, ce scrutin s'inscrit dans une nouvelle dynamique impulsée par les récentes réformes constitutionnelles et législatives visant à renforcer la transparence, la représentativité et la participation citoyenne.

La professeure conférencière et spécialiste du droit public, Myassa Bellatreche, a rappelé, hier sur les ondes de la radio algérienne, que ces élections concernent exclusivement le renouvellement des membres de l'Assemblée populaire nationale. « Il s'agit uniquement de l'élection des députés et non des sénateurs », a-t-elle précisé, soulignant l'importance de cette institution dont les membres sont appelés à représenter les citoyens, à examiner les projets de loi, à voter le budget de l'État et à exercer leur mission de contrôle de l'action gouvernementale.

Pour l'universitaire, cette consultation électorale constitue avant tout une traduction concrète du principe de souveraineté populaire consacré par la Constitution. À travers leur vote, les citoyens participent directement à la désignation de celles et ceux qui porteront leurs préoccupations au sein de l'hémicycle durant les cinq prochaines années.

La spécialiste est également revenue sur les différentes étapes qui ont précédé l'ouverture de la campagne électorale, depuis la convocation du corps électoral jusqu'à l'examen des candidatures, rappelant que la campagne prendra fin trois jours avant le scrutin conformément aux dispositions légales.

L'un des changements majeurs de cette échéance réside dans le renforcement du rôle de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). À la faveur de la révision constitutionnelle de 2026, cette institution voit ses prérogatives élargies. Elle ne se limite plus à l'organisation et à la gestion des opérations électorales, mais assure également leur contrôle et la proclamation des résultats définitifs, consolidant ainsi les garanties de transparence et d'indépendance du processus électoral.

Les nouvelles dispositions introduites dans la loi organique relative au régime électoral traduisent également une volonté d'élargir la représentation des différentes composantes de la société. Les listes de candidature doivent désormais respecter des critères précis favorisant une meilleure inclusion des femmes, des jeunes et des diplômés universitaires. Ainsi, au moins un tiers des candidats doivent être des femmes, tandis que la moitié des postulants doivent être âgés de moins de quarante ans. Un tiers des candidats doit également être titulaire d'un diplôme universitaire.

Aymen D.



DESSALEMENT DE L'EAU DE MER À ORAN

La station de Cap Blanc reprend sa pleine capacité

LA STATION de dessalement de Cap Blanc, dans la wilaya d'Oran, reprend du service après l'achèvement de sa maintenance annuelle menée dans les délais prévus. La Société algérienne de dessalement de l'eau (ADE), filiale du groupe Sonatrach, a annoncé hier la remise en exploitation de cette infrastructure stratégique, dont le fonctionnement permettra d'assurer la continuité de l'alimentation en eau potable et de répondre à la hausse de la demande enregistrée durant la période estivale.
Le retour à l'exploitation de cette infrastructure est intervenu à l'issue d'une opération de maintenance périodique ayant mobilisé les équipes techniques et administratives de la Société algérienne de dessalement de l'eau. Les différentes interventions réalisées ont permis de vérifier et d'optimiser le fonctionnement des équipements, dans le respect des normes techniques en vigueur. Selon les informations communiquées par l'entreprise, les travaux se sont déroulés conformément au calendrier arrêté, permettant une remise en marche progressive et sécurisée de l'installation. Les équipes chargées du suivi de l'opération ont assuré le contrôle de l'ensemble des systèmes afin de garantir la fiabilité des performances de la station. La reprise de la production revêt une importance particulière dans un contexte marqué par une augmentation de la consommation d'eau potable durant la saison estivale. La station de Cap Blanc constitue en effet l'un des principaux ouvrages contribuant à l'alimentation en eau de plusieurs communes de la wilaya d'Oran, en complément des autres ressources hydrauliques mobilisées. L'entreprise a, par ailleurs, souligné que ses installations stratégiques font l'objet d'un suivi régulier visant à maintenir un niveau optimal de disponibilité et de rendement. Cette démarche s'inscrit dans les efforts déployés pour renforcer la sécurité hydrique et assurer la continuité du service public de distribution d'eau potable.
Rappelons que l'arrêt temporaire de la station de dessalement de Cap Blanc, intervenu du 1er au 8 juin dans le cadre de cette opération de maintenance périodique, avait nécessité la mise en place d'un plan exceptionnel pour préserver l'alimentation en eau potable dans la wilaya d'Oran. Selon les responsables de la SEOR, près de 100 000 m³ d'eau par jour ont été mobilisés à partir de ressources alternatives, notamment grâce aux réserves alimentées par les barrages de la wilaya d'Aïn Témouchent et au système de transfert MAO (Mostaganem-Arzew-Oran). Malgré un déficit partiel de production durant cette période, des ajustements temporaires du programme de distribution ont permis d'assurer la continuité du service dans les communes et quartiers concernés, en attendant la remise en exploitation complète de la station.

D'Oran, Brahim Mazi

RÉCUPÉRATION DES BIENS INDUSTRIELS SAISIS

Deux briqueteries dans l'escarcelle de l'Etat

Le processus de récupération des biens industriels saisis et leur relance en tant qu'outil de production se poursuivent. Deux nouvelles briqueteries ont été ajoutées au portefeuille industriel public. Elles ont été inaugurées dans la wilaya d'Adrar par le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir.

Le ministre s'est félicité des avancées enregistrées dans la concrétisation des projets industriels, affirmant que les résultats obtenus jusque-là confirment la portée du choix de l'Etat visant la récupération des biens industriels saisis. Un choix économique réussi qui permet la préservation des capacités de production nationales et la création de postes d'emploi, a-t-il assuré.
Lors d'une visite de travail et d'inspection effectuée avant-hier dans la wilaya d'Adrar, le ministre de l'Industrie a exprimé dans une déclaration à la presse, à l'issue de ce déplacement, sa satisfaction des résultats obtenus de la concrétisation des projets industriels, laquelle s'inscrit dans le cadre de la politique des pouvoirs publics visant l'intégration des biens industriels récupérés et leur transfert en outils de production effectif, à même de participer à la création de richesse et de postes d'emploi.
«Cette visite nous a permis d'inspecter trois projets stratégiques dans le domaine de la production des matériaux de construction, réalisés et supervisés par la société industrielle



Un choix économique réussi.

des matériaux de construction (SIMCA), du Groupe GICA», a précisé le ministre, affirmant que cette réalisation traduit la volonté de l'Etat dans la valorisation des biens confisqués et leur intégration dans le tissu industriel national.
Il s'agit de la briqueterie de Fenoughil au sud d'Adrar, qui a bénéficié d'un investissement de 1,76 milliard de dinars, dont la capacité de production est estimée à 300 000 tonnes/an, soit 60 millions de briques, et offre une centaine d'emplois directs, ainsi que de la briqueterie du chef-lieu de wilaya, mise en service, d'une capacité théorique de 130 000 tonnes/an, ayant bénéficié d'un investissement de l'ordre de 2,36 milliards de dinars et générant une centaine d'emplois.
Le ministre a également inspecté la briqueterie Timadnine-1, au chef-lieu de wilaya, qui a bénéficié, quant à elle, d'un investissement de 1,25 milliard de dinars et qui devra assurer, au terme de sa réhabilitation, une production de 72 000 tonnes/an.
Yahia Bachir a, en outre, fait savoir que le volume d'investissement global injecté par les pouvoirs publics, à travers SIMCA et GICA, pour les trois unités industrielles dépasse les 5,37 milliards de dinars, pour une capacité de production appelée à dépasser les 552 000 tonnes/an, soit plus de 110 millions d'unités de briques. Cela reflète, a-t-il dit, «l'engagement de l'Etat à transférer ces biens récupérés en projets producteurs capables de créer de la valeur ajoutée».
Selon le ministre, ces unités devront couvrir les besoins des wilayas du Sud en matériaux de construction et ainsi réduire les coûts de transport et d'approvisionnement. Ces projets devront également renforcer le développement dans la région.
La récupération des biens confisqués qui touche à plusieurs secteurs d'activités s'inscrit dans le cadre des instructions des hautes autorités du pays. Ce dossier revêt une grande importance car il s'agit de l'intégration de ces biens dans le tissu industriel.
Plusieurs projets stratégiques dans divers secteurs ont été récupérés et mis en service. On peut citer la récupération et la mise en exploitation, dans la wilaya de Jijel, du complexe de trituration de graines oléagineuses.

Lilia A. A.

REMISE EN SERVICE DU COMPLEXE FOGGARA

Un nouveau souffle pour le tourisme à Adrar

DANS le cadre de la politique nationale de valorisation des biens récupérés, les autorités ont procédé à la mise en service du complexe touristique Foggara dans la wilaya d'Adrar. Ce projet illustre la stratégie de transformation de ces actifs en infrastructures économiques productives, génératrices de richesses et d'emplois.
L'inauguration a eu lieu, lundi, par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, accompagnée du ministre de l'Industrie Yahia Bachir, du président-directeur général du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (GHTT). du wali, ainsi que des autorités locales.
Ce complexe s'inscrit dans un programme plus large visant la réhabilitation et l'intégration des projets issus des biens récupérés dans le circuit économique national, afin de soutenir le développement local et dynamiser l'investissement productif.
Le complexe Foggara constitue l'un des nouveaux pôles touristiques majeurs de la wilaya d'Adrar, région phare du tourisme saharien, reconnue pour ses richesses naturelles, culturelles et patrimoniales.
L'infrastructure comprend un hôtel cinq étoiles d'une capacité de 150 lits, répartis entre 64 chambres, 10 suites et une suite présidentielle. Elle dispose également d'un village touristique composé de 40 villas entièrement équipées, portant la capacité globale d'hébergement à 310 lits, a indiqué un communiqué du ministère du Tourisme.
Le site est doté de plusieurs équipements modernes, notamment une salle de conférences, un restaurant d'une capacité de 180 couverts, un café, des espaces de détente et d'accueil, un centre de remise en forme et de bien-être (SPA), ainsi que des infrastructures administratives, des espaces extérieurs de loisirs et un parking.
Selon les autorités, le complexe a été entièrement réhabilité après avoir été repris dans le cadre des biens récupérés. Il est passé d'un projet à l'arrêt à une structure hôtelière moderne répondant aux standards internationaux, renforçant ainsi les capacités d'accueil de la wilaya.
Dans ce cadre, le Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme a déjà intégré dix hôtels issus des biens récupérés à l'échelle nationale, dont quatre situés dans la seule wilaya d'Adrar.
Par ailleurs, trois autres projets hôteliers sont actuellement en phase avancée de réhabilitation dans la région, avec une mise en service prévue avant la fin de l'année 2026. Ces réalisations permettront de porter la capacité d'hébergement de la wilaya à plus de 2000 lits, consolidant sa position de destination majeure du tourisme saharien.
Sur le plan socio-économique, la mise en service du complexe Foggara permettra la création de 90 emplois directs, avec un recrutement local engagé en coordination avec l'Agence nationale de l'emploi, confirmant ainsi le rôle du secteur touristique dans la dynamisation de l'économie locale.
La ministre a également insisté sur la nécessité de privilégier le produit national dans l'équipement et l'ameublement de l'établissement, afin de soutenir les entreprises locales et encourager la production nationale.
Elle a, par ailleurs, salué la contribution des artisans locaux présents sur le site, mettant en avant leur rôle dans la valorisation du patrimoine culturel et identitaire de la région d'Adrar et la préservation des savoir-faire traditionnels.
Dans une démarche sociale, il a été annoncé que 200 enfants de la wilaya bénéficieront d'un séjour touristique dans les régions côtières du pays à partir du 25 juin 2026, répartis en quatre groupes, dans le cadre des activités liées à la Journée nationale du tourisme.
Dans ce sens, les responsables ont souligné que la relance du complexe El Foggara constitue un exemple concret de la stratégie de l'État visant à transformer les biens récupérés en projets économiques viables, tout en renforçant la diversification de l'économie nationale et le développement durable dans les régions du Sud.

Rim Boukhari

CLÔTURE DU SALON AFRICAIN DES AFFAIRES

Appel à élargir les domaines de coopération

Le Salon africain des affaires (SADA 2026), qui s'est tenu durant trois jours à Alger, s'est clôturé avec un appel à élargissement des partenariats économiques et d'investissement entre les pays africains, au service du développement durable et de l'intégration économique continentale.

Les participants à cet événement continental ont eu à débattre plusieurs thématiques relatives aux opportunités d'affaires que présente le continent mais surtout à œuvrer à leur concrétisation. Au terme des travaux, les participants ont unanimement appelé à élargir les domaines de coopération économique et à renforcer la présence des entreprises africaines sur les marchés continentaux et internationaux, tout en œuvrant à l'accroissement du volume des échanges commerciaux intra-africains et à la valorisation du potentiel dont dispose le continent. Tenu sous le thème «Construire les partenariats africains de demain : innovation, souveraineté économique et intégration continentale», ce Salon a donc été clôturé avec un appel à l'élargissement des partenariats et au renforcement de l'intégration économique continentale.
Accueilli par l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), cet événement a constitué un espace de concertation et d'échange d'expertises entre opérateurs économiques et représentants d'établissements et d'organismes de différents pays africains, qui ont examiné les opportunités d'investissement et de partenariat, ainsi que les moyens de développer les échanges commerciaux intra-africains.


Elargissement des partenariats économiques.

Plusieurs rencontres d'affaires et sessions de travail institutionnelles réunissant différentes instances (ministères, ambassades, organisations économiques...) ont été tenues, dans l'objectif d'examiner les moyens de renforcer la coopération entre les pays participants et d'explorer les opportunités existantes dans de nombreux domaines, notamment l'énergie, les mines, l'agriculture et l'industrie. A cette occasion, le président du Centre algérien de la prospective économique, du développement des investissements et de l'entrepreneuriat (ACEFIDE), Akram Zidi, a estimé que ce Salon a contribué à renforcer les passerelles de communication entre les acteurs économiques et à ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat et de coopération, mettant en avant l'orientation adoptée par l'Algérie pour consolider ses relations économiques avec les pays africains et promouvoir ses exportations hors hydrocarbures, à la faveur de la dynamique économique que connaît actuellement le pays.
Pour sa part, la représentante de la société Baosem, filiale du Groupe Sonatrach spécialisée dans la publication des appels d'offres du secteur de l'énergie, coorganisatrice de l'événement, Nedjma Grid, a souligné que le SADA 2026, qui a réuni plus de 100 entreprises algériennes et africaines, a offert d'importantes opportunités d'échange et de développement de relations d'affaires entre opérateurs économiques, indiquant que la prochaine édition se tiendrait en juin 2027 à Oran. Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, avait réaffirmé à l'ouverture de cet événement l'engagement de l'Algérie à renforcer son intégration économique dans l'espace africain, à travers l'encouragement de partenariats économiques mutuellement bénéfiques, en vue de promouvoir les échanges commerciaux et de soutenir le développement commun.

Hamid B.

MOISSON-BATTAGE À BÉJAÏA

Une saison sous de bons auspices

LE COUP d'envoi de la campagne de moisson-battage pour la saison agricole 2025-2026 a été donné officiellement hier dans la wilaya de Béjaïa. Présidée par le wali au niveau de la ferme Markhouf, commune d'Oued-Ghir, cette journée marque le début d'une saison qui s'annonce sous de bons auspices, avec des prévisions de récoltes particulièrement prometteuses. La cérémonie s'est déroulée en présence d'une importante délégation, comprenant les membres de la commission de sécurité, le Directeur des Services Agricoles (DSA), plusieurs directeurs de l'exécutif, ainsi que les autorités locales et de nombreux professionnels de la filière céréalière.
Lors de cet événement, le directeur des services agricoles a présenté un exposé détaillé sur l'état des cultures et le dispositif logistique mis en place pour assurer le plein succès de cette campagne. Il a souligné que la superficie ensemencée est de plus de 4 500 hectares de céréales (blé dur, blé tendre, orge, avoine...) avec une prédominance du blé dur qui représente à lui seul plus de 80 % de la surface globale.
Pour les moyens mécaniques de moisson, 50 moissonneuses-batteuses sont d'ores et déjà mobilisées sur le terrain en plus. Ajouter à cela, la mise à disposition des agriculteurs de 04 centres stratégiques (Sidi-Aïch, Seddouk, Oued-Ghir et Kherrata) pour le stockage de la récolte.
Ces centres disposent d'une capacité de stockage de plus de 100 000 quintaux. Le DSA s'est montré particulièrement optimiste, affirmant qu'»une récolte importante est attendue cette année». L'opération se poursuivra activement, si nécessaire, jusqu'à la fin du mois de juillet.
En marge du lancement de la campagne, le wali de Béjaïa, Kamel-Eddine Karbouche, s'est entretenu directement avec les agriculteurs de la région, saluant leur engagement continu pour le développement de la production nationale et la sécurité alimentaire du pays». Tout en les incitant à «redoubler d'efforts» pour maximiser les rendements, le chef de l'exécutif a insisté sur plusieurs points névralgiques dont «la protection contre les incendies». Il a également insisté sur l'intensification des campagnes de sensibilisation et l'élaboration élaborer d'un plan d'intervention spécial pour prémunir les cultures des feux de l'été, et la culture de l'assurance en exhortant les agriculteurs «à contracter des assurances pour couvrir leurs activités». Il a enfin demandé à «orienter rigoureusement la production vers les points de collecte réservés à cet effet». Il a également ordonné «la mobilisation de tous les espaces de stockage selon les normes requises afin de garantir la conservation optimale des denrées». Il réaffirmé à l'occasion que «les autorités de la wilaya restent pleinement engagées à poursuivre l'accompagnement et le soutien aux agriculteurs, en concrétisation des orientations des hautes autorités du pays visant à promouvoir la production nationale». Grâce aux différents mécanismes d'accompagnement activés (financement, investissement, assurances, engrais, dotation en semences), la wilaya de Béjaïa aborde cette saison avec de solides arguments pour consolider sa contribution à l'économie nationale.

N. Bensalem

LONDON TECH WEEK 2026

Première participation de start-up algériennes

L'ALGÉRIE marque une étape importante dans son ouverture à l'innovation technologique avec la participation, pour la première fois, d'une délégation de startups à l'événement London Tech Week 2026, qui se tient actuellement au Royaume-Uni.
Selon un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance et des Startups, cette présence est encadrée par l'accélérateur public Aventure et s'inscrit dans un événement mondial majeur dédié aux technologies de pointe et à l'innovation, organisé du 08 au 12 juin. Réunissant près de 30 000 participants, dont plus de 1 500 investisseurs issus de différentes régions du monde, cette manifestation figure parmi les rendez-vous technologiques les plus influents à l'échelle européenne. Elle rassemble également les principaux acteurs de l'écosystème de l'innovation au Royaume-Uni et en Europe, offrant ainsi un cadre privilégié d'échanges et d'opportunités.
Pour les startups algériennes, cette participation ouvre la voie à de nouvelles perspectives de coopération internationale et constitue une opportunité stratégique pour accélérer leur expansion à l'étranger, tout en facilitant les rencontres avec investisseurs et experts du secteur.
La délégation algérienne regroupe des entreprises innovantes opérant dans des domaines stratégiques, notamment l'intelligence artificielle, l'Internet des objets (IoT), la robotique ainsi que la cybersécurité.
Cette présence permet également de mettre en lumière le dynamisme et le potentiel des startups algériennes, qui se distinguent de plus en plus sur la scène internationale par la qualité de leurs solutions, leur capacité d'innovation et leur compétitivité face à des écosystèmes technologiques établis.

Rim Boukhari

HYDROCARBURES

Equinor en quête de nouvelles opportunités en Algérie

L'ALGÉRIE, partenaire fiable et acteur majeur du marché international de l'énergie, continue de consolider sa position stratégique dans le secteur des hydrocarbures à travers le renforcement de ses partenariats internationaux.
C'est dans cette optique que le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, hier, la vice-présidente exécutive Afrique du groupe énergétique norvégien Equinor, Nina Birgitte Koch.
Cette rencontre a été l'occasion de faire le point sur l'état de la coopération entre le groupe Sonatrach et Equinor, et d'examiner les perspectives de son développement et de son élargissement dans les différents segments de l'industrie pétrolière et gazière, notamment les activités de recherche, d'exploration, de développement et de production des hydrocarbures.
Les deux parties ont salué la qualité du partenariat existant, illustré notamment par les projets d'In Salah et d'In Amenas, considérés comme des réussites emblématiques de la coopération algéro-norvégienne dans le domaine énergétique. Elles ont également échangé sur de nouvelles opportunités d'investissement et sur le renforcement de la coopération technique entre les deux groupes.
Les discussions ont par ailleurs porté sur plusieurs axes de coopération future, dont le développement des champs pétroliers et gaziers, la pétrochimie, ainsi que les technologies environnementales visant à réduire les émissions de méthane et de carbone.
Les deux parties ont également évoqué les projets de captage et de stockage du carbone (CCS), en ligne avec les efforts de réduction de l'empreinte environnementale de l'industrie des hydrocarbures. Selon un communiqué du ministère.
A ce propos, le ministre a réaffirmé la volonté de l'Algérie d'améliorer en permanence le climat d'investissement et de renforcer l'attractivité du secteur, mettant en avant les dispositions de la loi sur les hydrocarbures en matière de transparence, de stabilité et d'incitations.
De son côté, Nina Birgitte Koch a exprimé la satisfaction d'Equinor quant à la coopération actuelle et sa volonté de renforcer sa présence en Algérie, notamment dans l'optimisation des ressources et la réduction des émissions, tout en saluant le rôle central de l'Algérie sur le marché mondial de l'énergie.

R. B.

Maladies cardiovasculaires

Installation d'une commission nationale spécialisée

Face à la progression des maladies cardiovasculaires, qui demeurent la première cause de mortalité en Algérie, le ministère de la Santé renforce son dispositif de lutte. Le ministre de la Santé, le Pr Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a procédé, hier, à l'installation officielle de la Commission nationale des maladies cardiovasculaires, une nouvelle instance chargée d'accompagner les réformes destinées à améliorer la prise en charge des patients et à moderniser l'organisation des soins spécialisés.
La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège du ministère en présence de cadres de l'administration centrale, de spécialistes en cardiologie et en chirurgie cardiovasculaire ainsi que de plusieurs acteurs du secteur de la santé. Cette commission s'inscrit dans la stratégie du ministère visant à consolider la gouvernance scientifique des spécialités médicales prioritaires et à apporter des réponses adaptées à un défi majeur de santé publique.
La nouvelle instance aura pour mission d'évaluer les besoins nationaux en cardiologie et en chirurgie cardiovasculaire afin d'établir une vision globale de la situation. Elle devra notamment dresser une cartographie précise des infrastructures, des équipements médicaux, des plateaux techniques et des consommables nécessaires au développement de cette spécialité.
Au-delà du diagnostic de la situation actuelle, la commission sera appelée à formuler des propositions concrètes pour améliorer l'organisation des soins et renforcer l'efficacité des structures de prise en charge.
Parmi les priorités, figure également l'amélioration de la gestion des urgences cardiovasculaires, notamment les syndromes coronariens aigus, pour lesquels la rapidité d'intervention joue un rôle déterminant dans la réduction de la mortalité et des complications.
L'un des principaux défis identifiés concerne les disparités régionales en matière d'accès aux soins cardiovasculaires de pointe. Dans cette optique, la commission devra proposer des mécanismes permettant de renforcer le réseau national de cardiologie à travers la création et l'organisation de centres de référence et de pôles régionaux d'excellence.
Cette démarche vise à rapprocher les soins spécialisés des populations des Hauts-Plateaux et du sud du pays, tout en réduisant la pression exercée sur les grands établissements hospitaliers du Nord.
Dans son intervention, le ministre de la Santé a souligné que le développement de la cardiologie et de la chirurgie cardiovasculaire constitue un axe stratégique pour la modernisation du système national de santé. Il a également salué les compétences médicales nationales appelées à siéger au sein de cette commission, tout en leur assurant le soutien des pouvoirs publics dans l'accomplissement de leurs missions.
Le Pr Aït Messaoudène a, en outre, insisté sur la nécessité d'adopter une approche participative reposant sur l'expertise scientifique, l'efficacité opérationnelle et l'intégration continue des innovations technologiques et thérapeutiques.

Lynda Louifi

PHARMACOVIGILANCE

Un délai de trois mois accordé aux laboratoires

L'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) a décidé d'accorder un délai supplémentaire de trois mois aux établissements pharmaceutiques pour finaliser la désignation des responsables de pharmacovigilance. Cette mesure vise à consolider le dispositif national de surveillance de la sécurité des médicaments et garantir une meilleure protection des patients après la mise sur le marché des produits pharmaceutiques.

DANS une instruction datée du 8 juin 2026, l'ANPP précise que cette prolongation concerne les établissements pharmaceutiques détenteurs et/ou exploitants d'autorisations d'enregistrement de médicaments. La décision intervient à la suite de nombreuses sollicitations émanant des opérateurs du secteur, qui ont fait état de difficultés à recruter les profils qualifiés exigés par la réglementation.
Les entreprises concernées disposent désormais de 90 jours supplémentaires pour désigner soit un responsable qualifié en pharmacovigilance, dans le cas des producteurs locaux, soit un représentant local de pharmacovigilance pour les sociétés importatrices et exploitantes de médicaments.
Cette obligation s'inscrit dans le cadre du renforcement du système national de pharmacovigilance, chargé de surveiller les médicaments une fois commercialisés. Ce dispositif permet notamment de recueillir et d'analyser les signalements d'effets indésirables, d'identifier d'éventuels risques liés à l'utilisation des traitements et de prendre les mesures correcétives nécessaires pour préserver la sécurité des patients. La pharmacovigilance constitue aujourd'hui l'un des principaux outils de prévention des risques médicamenteux. Grâce aux informations collectées sur le terrain, les autorités sanitaires peuvent suivre en continu le profil de sécurité des médicaments et intervenir rapidement en cas d'alerte. Selon l'ANPP, les postes concernés requièrent des compétences spécifiques associant expertise pharmaceutique, maîtrise des procédures réglementaires et capacité à analyser les données relatives aux effets indésirables. Des exigences qui expliquent les difficultés rencontrées par certains opérateurs pour recruter les profils adéquats. À travers cette nouvelle instruction, l'Agence réaffirme sa volonté de généraliser la pharmacovigilance à l'ensemble des acteurs du secteur pharmaceutique. L'objectif est d'ancrer durablement une culture de vigilance et de traçabilité tout au long du cycle de vie des médicaments commercialisés sur le marché national. Les établissements concernés sont ainsi tenus de transmettre à l'ANPP les coordonnées des personnes désignées via un formulaire électronique dédié. Les informations devront être adressées à la direction chargée de la pharmacovigilance au sein de l'Agence, conformément aux modalités fixées par l'instruction. Cette décision illustre l'évolution du système algérien de contrôle des médicaments vers une approche davantage centrée sur le suivi post-commercialisation. Désormais, l'évaluation d'un produit pharmaceutique ne s'arrête plus à l'étape de l'enregistrement ou de l'autorisation de mise sur le marché, mais se poursuit tout au long de son utilisation réelle par les patients.
En accordant ce délai supplémentaire, les autorités sanitaires entendent permettre aux entreprises de régulariser leur situation tout en poursuivant l'objectif stratégique de renforcer les mécanismes d'alerte précoce, de promouvoir le signalement des effets indésirables et d'améliorer la sécurité des traitements disponibles en Algérie.


Une meilleure protection des patients.

Lynda Louifi

BÉJAÏA

Un nouveau centre de repos au service des moudjahidine

LE MINISTRE des Moudjahidine et des Ayants-droit, Abdelmalek Tacherift, a procédé à l'inauguration officielle d'un important centre de repos dans la commune côtière de Souk El-Tenine. Cette structure moderne concrétise la reconnaissance continue de l'État envers ceux qui se sont sacrifiés pour la libération de la patrie, renforçant ainsi leur prise en charge sociale et médicale.
La cérémonie s'est déroulée, avant-hier, en présence d'un large panel de responsables locaux et nationaux. Accompagné du wali de Béjaïa, des secrétaires généraux de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) et de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (ONEC), le ministre a donné le coup d'envoi officiel de l'exploitation de cet édifice. La cérémonie a également rassemblé le président de l'APW, les membres de la commission de sécurité, des parlementaires, le chef de daïra, le président de l'APC de Souk El-Tenine, ainsi que de nombreuses figures de la famille révolutionnaire.
Ce complexe moderne, dédié au bien-être des moudjahidine et des ayants-droit, est implanté sur un site d'exception de plus de 11 000 m², dont 4 000 m² bâtis et aménagés. Il est conçu pour accueillir des pensionnaires en provenance de toutes les wilayas du pays.
L'établissement se distingue par des infrastructures de standing comprenant 64 chambres spacieuses offrant une capacité globale de 120 lits. Il assure une prise en charge globale grâce à une clinique dédiée aux soins et au bien-être, une piscine, une salle de kinésithérapie équipée, ainsi qu'un hammam traditionnel, garantissant un séjour de convalescence optimal.
Lors de sa visite guidée, M. Tacherift a inspecté minutieusement les installations. Soucieux de la pérennité de cet investissement public, il a exigé des gestionnaires « d'instaurer des standards rigoureux de maintenance et une gestion irréprochable ».
« Cette réalisation s'inscrit en droite ligne avec les efforts continus déployés par l'État, en application des directives du président de la République, visant à renforcer les mécanismes de prise en charge des moudjahidine et des ayants-droit à travers le pays », a souligné le ministre.
Il a insisté sur la nécessité d'améliorer ces services, estimant que « cela est un devoir national », avant d'exprimer son souhait de voir ce type d'établissements se généraliser à l'échelle nationale.
En marge de l'inauguration, une cérémonie empreinte d'émotion a permis d'honorer plusieurs moudjahidine et familles de chouhada, symbolisant la fidélité éternelle de la nation à leur égard.
Le ministre s'est ensuite rendu à Aokas pour évaluer les travaux de réhabilitation de l'ancien centre de torture colonial de la ferme Tourneaux, communément appelée « Torno ». Lancé fin 2025 avec une enveloppe budgétaire de 30 millions de dinars, ce chantier mémoriel d'envergure vise à transformer ce lieu de répression en musée de la mémoire nationale.
Ce futur lieu de mémoire aura pour mission de préserver l'histoire de la région et de transmettre les valeurs de la Révolution de Novembre aux jeunes générations.
M. Tacherift a conclu sa tournée en assistant à la présentation d'un projet de plateforme numérique pour le Musée des moudjahidine de la wilaya. Développé en partenariat avec l'École supérieure en sciences et technologies de l'informatique et du numérique (ESTIN) d'Amizour, cet outil permettra de numériser les contenus historiques afin d'en faciliter l'accès et de sauvegarder la mémoire nationale grâce aux technologies modernes.

N. Bensalem

APRÈS DES ACCUSATIONS D'AGRESSION SEXUELLE

La CPI suspend son procureur en chef Karim Khan

La CPI a suspendu son procureur en chef Karim Khan à la suite d'accusations de conduite sexuelle. Une enquête de l'ONU et des experts évoque des éléments graves, mais le procureur conteste les faits.



Cette affaire intervient alors que la CPI est déjà critiquée pour ses décisions dans plusieurs dossiers internationaux sensibles. La Cour pénale internationale (CPI) a annoncé la suspension immédiate de son procureur en chef, Karim Khan, dans l'attente d'une décision finale des États membres, à la suite d'accusations de mauvaise conduite sexuelle. Cette mesure fait suite à un rapport du Bureau des services de contrôle interne de l'ONU et à l'avis d'un panel d'experts, qui ont examiné les éléments disponibles dans le cadre de l'enquête. Selon la Cour, les documents liés à cette procédure resteront confidentiels. Toutefois, plusieurs sources diplomatiques citées par des médias internationaux indiquent que des conclusions internes évoqueraient une « faute grave » et recommanderaient son retrait. Karim Khan, déjà en congé volontaire depuis 2025, nie fermement toutes les accusations portées contre lui. Les allégations remontent à des signalements selon lesquels il aurait exercé des pressions sur une collaboratrice pour entretenir une relation sexuelle. Une enquête de l'ONU aurait également relevé des éléments suggérant des contacts non consentis, bien que les juges de la CPI aient initialement estimé que le seuil de preuve requis n'était pas atteint. L'enquête aurait continué en avril 2026, les deux parties étant autorisées à soumettre des preuves supplémentaires. Pendant le mandat de Khan, la CPI a émis des mandats d'arrêt contre les dirigeants de la Russie et d'Israël, bien que ni l'un ni l'autre de ces pays ne reconnaissent la juridiction de la Cour. En mars 2023, la CPI a délivré des mandats contre le président russe Vladimir Poutine et la responsable des droits des enfants du pays, Maria Lvova-Belova, pour des accusations de « transfert illégal » d'enfants en provenance d'Ukraine. La Russie a rejeté ces allégations, affirmant qu'elle avait évacué des enfants d'une zone de guerre et les avait réunis avec leurs familles chaque fois que la documentation était disponible. En novembre 2024, la Cour a émis des mandats contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou et son ancien ministre de la Défense Yoav Gallant pour des crimes de guerre à Gaza. Netanyahou a qualifié ces mandats d'« absurdes et faux ». L'année dernière, les États-Unis ont imposé des sanctions contre Khan en raison de son rôle dans l'autorisation d'une enquête sur la conduite des troupes américaines en Afghanistan.

R. I.

D'UN PAYS «ASPHYXIÉ» À UNE ÉCONOMIE EN MOUVEMENT

La transformation discrète de la Corée du Nord intrigue

MALGRÉ les sanctions internationales qui visent le pays depuis des années, la Corée du Nord affiche aujourd'hui des signes visibles de dynamisme économique. Nouvelles infrastructures, essor de certains services, multiplication des projets industriels et développement urbain témoignent d'une évolution qui surprend l'Occident. Longtemps décrite en Occident comme un pays isolé et asphyxié par les sanctions internationales, la Corée du Nord affiche aujourd'hui des signes de développement qui déconcertent les observateurs occidentaux. Comme dans le cas de la Russie, la réalité semble contredire les prévisions les plus catégoriques sur l'effet des sanctions. Selon des personnes ayant pu se rendre dans le pays, citées par le Wall Street Journal, l'élite dirigeante nord-coréenne n'aurait jamais été aussi prospère, mais les transformations observées semblent dépasser le seul cercle du pouvoir et se reflètent également dans plusieurs secteurs de l'économie et de la vie quotidienne. D'après le quotidien américain, cette évolution s'explique notamment par les ventes d'armes du pays, mais aussi par les échanges commerciaux et les soutiens financiers en provenance de Chine. Cette situation permettrait à Pyongyang d'accéder à davantage d'énergie, de composants industriels et de matières premières, tout en contournant certaines restrictions internationales. Des changements visibles dans la vie quotidienne Les transformations ne se limitent pas aux indicateurs économiques. À Pyongyang, plusieurs services se sont modernisés au cours des dernières années. Les taxis peuvent désormais être commandés et suivis via une application mobile, réduisant considérablement les temps d'attente. L'offre commerciale s'est également diversifiée.

Certains restaurants proposent désormais des pizzas cuites au feu de bois ainsi que des ailes de poulet, tandis que les paiements par QR code se généralisent. Dans les rues de la capitale circulent également de nombreux véhicules chinois électriques ainsi que diverses voitures étrangères. De nouveaux commerces ont fait leur apparition, notamment des animaleries, des cafés Internet fréquentés par les amateurs de jeux vidéo et des concessions automobiles commercialisant des véhicules BMW. Une activité immobilière et industrielle soutenue Le développement urbain constitue un autre signe de cette dynamique. Selon les informations rapportées, 10 000 nouveaux logements ont été construits à Pyongyang au cours de la seule année écoulée. Parallèlement, plusieurs projets de grande ampleur longtemps restés inachevés ont finalement été menés à terme. Parmi eux figurent un nouvel hôpital devenu le plus grand de la capitale, un vaste complexe de serres et un nouveau complexe touristique. Les autorités ont également lancé une initiative baptisée

« 20×10 », qui prévoit la construction de nouvelles usines dans vingt villes et districts chaque année pendant les dix prochaines années. L'objectif affiché est de renforcer les capacités industrielles du pays et de stimuler le développement régional. La réduction de la place du marché noir En parallèle, l'État poursuit l'expansion de son réseau de magasins et de pharmacies publics.

Pyongyang chercherait ainsi à reprendre le contrôle d'une partie des échanges jusque-là dominés par le marché noir. Selon le chercheur Lee Sang Yong, cité dans l'article, les nouvelles usines implantées dans les zones rurales offrent également des débouchés professionnels à des personnes qui vivaient auparavant d'activités liées à la contrebande. Plus d'énergie et davantage d'activité Les analystes sud-coréens évoqués par le Wall Street Journal observent également une augmentation des capacités de stockage pétrolier du pays ainsi qu'une hausse du nombre de navires transportant des produits énergétiques vers les ports nord-coréens. Autre indicateur mis en avant : l'intensité de l'éclairage nocturne du pays. La Corée du Nord serait aujourd'hui éclairée environ trois fois plus fortement durant la nuit qu'il y a cinq ans, signe d'une activité économique et énergétique en progression.

R. I.

DE LA «PROPAGANDE SOVIÉTIQUE» AUX ARCHIVES DU PENTAGONE

Les États-Unis ont bien étudié les moustiques comme armes biologiques

DES DOCUMENTS du Pentagone déclassifiés montrent que les États-Unis ont étudié l'utilisation de moustiques comme armes biologiques pendant la Guerre froide. Ces archives décrivent des essais grandeur nature, dont des lâchers massifs d'insectes, destinés à mesurer leur capacité à survivre, se disperser et piquer des humains. Pendant des années, toute évocation d'un programme américain visant à utiliser des insectes comme armes biologiques était régulièrement présentée comme une exagération, voire comme un simple élément de la propagande soviétique. Pourtant, des documents du Pentagone déclassifiés apportent aujourd'hui un éclairage troublant sur des expériences menées par l'armée américaine durant la Guerre froide. Lire aussi Élections arméniennes : après une victoire controversée, Pachinian menace de purges, tandis que Macron applaudit Un rapport de 69 pages, rendu public discrètement après avoir été déclassifié, décrit notamment le projet Bellwether, un programme secret de l'armée américaine destiné à étudier l'efficacité des moustiques comme vecteurs potentiels d'agents biologiques. Entre septembre et octobre 1959, des essais furent réalisés afin de mesurer la capacité de ces insectes à survivre, à localiser des êtres humains et à les piquer dans des conditions désertiques particulièrement chaudes. Les chercheurs militaires utilisèrent l'espèce Aedes aegypti, connue pour s'attaquer directement à l'homme et pour être associée à la transmission de maladies dangereuses telles que la dengue, la fièvre jaune, le chikungunya ou encore le virus Zika. Selon le rapport, les études scientifiques disponibles à l'époque laissaient penser que l'emploi volontaire d'insectes porteurs de maladies contre des objectifs ennemis possédait un potentiel stratégique considérable. Le document précise également que ces travaux ne constituaient pas une initiative isolée. Ils s'inscrivaient dans une série de programmes plus anciens lancés au milieu des années 1950, notamment les opérations Big Buzz et Drop Kick. 300 000 insectes largués au-dessus d'un quartier habité L'un des épisodes les plus marquants reste l'opération Big Buzz. Selon les informations mentionnées dans les archives, quelque 300 000 moustiques associés à la fièvre jaune auraient été largués au-dessus de Carver Village, un quartier majoritairement noir de Savannah, en Géorgie. L'objectif était de vérifier si ces insectes pouvaient survivre à un largage aérien et atteindre efficacement les personnes vivant dans la zone visée. L'image est saisissante : des nuées de moustiques déversées depuis le ciel au-dessus d'un quartier habité afin d'observer leur comportement dans des conditions réelles. Derrière les formules administratives et le vocabulaire technique des rapports militaires se cache une réalité bien plus brutale : des populations civiles se retrouvaient au cœur d'expériences destinées à mesurer l'efficacité potentielle d'insectes susceptibles de devenir des vecteurs d'armes biologiques. Des soldats américains utilisés comme cobayes L'opération Drop Kick poursuivit cette logique à une échelle encore plus vaste. Des millions de moustiques furent élevés puis relâchés lors de différents essais sur le terrain. Les chercheurs cherchaient à déterminer la distance que les insectes pouvaient parcourir, leur durée de survie après dispersion et leur capacité à trouver spontanément des hôtes humains pour les piquer.

R. I.

PROJETS STRUCTURANTS À MASCARA

Le wali exige une accélération des travaux

Le wali de Mascara, Fouad Aïssi, a effectué hier une série de visites sur terrain inopinées à plusieurs projets structurants de la ville, notamment des espaces sportifs de proximité, l'aménagement de l'entrée principale de Mascara sur la RN6 en direction d'Oran, ainsi que le chantier de la grande mosquée.



À cette occasion, il a évalué l'état d'avancement des travaux et donné des instructions visant à accélérer le rythme de réalisation, tout en veillant au respect des normes de qualité et des délais de livraison, afin de mettre ces infrastructures au service des citoyens dans les meilleurs délais.
La première étape de cette sortie a conduit le wali au projet de réalisation d'espaces sportifs au quartier Khesibia, où il a inspecté les différentes composantes de cette infrastructure destinée à offrir aux jeunes des espaces adaptés à la pratique des activités sportives et de loisirs. À cette occasion, il a insisté sur l'importance de ce type d'équipements dans l'amélioration du cadre de vie des habitants et dans l'encadrement de la jeunesse. Il a également donné des instructions pour accélérer le rythme des travaux, tout en veillant au respect des normes de qualité et des délais contractuels.
Le wali s'est ensuite rendu au chantier d'aménagement de l'entrée principale de la ville de Mascara en direction de la wilaya d'Oran, via la route nationale n°6. Sur place, il a suivi l'état d'avancement des travaux engagés dans le cadre du programme d'amélioration des accès à la ville et de valorisation de son image urbaine.
Cette opération vise à moderniser l'un des principaux axes routiers menant à la wilaya, considéré comme une vitrine reflétant l'attractivité et le cadre de vie de la capitale de la wilaya.
La visite s'est achevée au niveau du chantier de réalisation de la Grande mosquée de Mascara, en présence des responsables concernés par le projet. Le wali a reçu des explications techniques sur les différentes phases réalisées et les travaux en cours.
Tout en relevant une progression dans l'avancement du chantier, il a appelé à renforcer les moyens humains et matériels mobilisés afin d'accélérer davantage la cadence de réalisation. Il a également rappelé l'importance de respecter les standards de qualité et les échéances fixées pour permettre la mise en service de cet édifice religieux dans les meilleurs délais.

Brahim Mazi

GESTION DES ARCHIVES ET CONSERVATION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Tindouf se met à jour

LES PARTICIPANTS à une journée d'étude organisée dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre de la célébration de la Semaine internationale des archives, ont souligné l'importance du renforcement des mécanismes de gestion des archives et de conservation des documents administratifs, considérés comme un pilier essentiel de la gouvernance au sein des administrations publiques et comme une garantie de la préservation de la mémoire institutionnelle.
Habib Dahou Asma, documentaliste et archiviste au sein du Centre national des documents et des archives, a indiqué que cette rencontre, organisée lundi en coordination avec les services de la wilaya de Tindouf et la Direction générale des Archives nationales, vise à faire connaître l'importance du secteur des archives ainsi que les modalités d'élaboration des tableaux de gestion des documents administratifs dans les différentes institutions publiques.
L'intervenante a expliqué que le tableau de gestion constitue un outil stratégique permettant d'organiser les documents et dossiers au sein des administrations publiques. Il permet de recenser les différents documents produits dans le cadre de l'activité administrative et de déterminer leur devenir selon les différentes étapes du traitement archivistique.
Elle a ajouté que les documents passent par plusieurs phases. La première est la phase active, durant laquelle ils présentent une valeur administrative directement liée à l'activité quotidienne de l'institution. Ils passent ensuite à la phase semi-active, où ils acquièrent une valeur juridique et probatoire, notamment pour le règlement des litiges et l'appui à la prise de décisions de référence. Enfin, intervient l'étape de l'évaluation des documents afin de déterminer ceux qui doivent être conservés dans les archives institutionnelles en raison de leur valeur historique.
De son côté, le secrétaire général de la wilaya de Tindouf, Kaci Imrane, a présenté une communication intitulée «La situation des archives dans la wilaya de Tindouf», dans laquelle il a abordé la réalité des archives locales et l'importance de leur valorisation, tout en exposant le cadre réglementaire régissant leur gestion et leur protection. Son intervention a également mis en lumière l'accompagnement assuré par la Direction générale des Archives nationales au profit des collectivités locales, notamment dans les domaines de l'organisation, de la conservation et de la numérisation des archives. Il a également souligné les efforts déployés par l'Etat pour promouvoir ce secteur à travers l'organisation de formations destinées aux agents chargés des archives et l'amélioration de leurs conditions de travail.
Il a affirmé que les autorités publiques de la wilaya de Tindouf poursuivent leurs efforts pour développer ce secteur vital, considéré comme une composante indissociable de la mémoire locale et nationale.
Il est à noter que le programme de célébration de la Semaine internationale des archives à Tindouf a été inauguré par le directeur général des Archives nationales, Mohamed Bouanâama, en présence de cadres et de responsables des archives issus de diverses administrations et organismes publics.
Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 11 juin, comprend des expositions de documents historiques et archivistiques, ainsi que des journées portes ouvertes destinées à sensibiliser le public à l'importance des archives dans la préservation de la mémoire nationale et du patrimoine administratif et historique. Elle vise également à mettre en valeur les efforts consentis en matière de numérisation des documents et de modernisation des méthodes de leur gestion.

R. R.

SÉCURITÉ ET LA SANTÉ PROFESSIONNELLES

Lancement d'une campagne d'information à Médéa

UNE CAMPAGNE d'information et de sensibilisation sur la sécurité et la santé professionnelles est organisée dans la wilaya de Médéa, ont indiqué, hier, les organisateurs. Cette campagne, qui s'étalera jusqu'au premier juillet prochain, cible les entreprises activant dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH), a fait savoir le responsable de la cellule d'écoute de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya, Khaled Hassaini.
Elle vise à «promouvoir la culture de la prévention sur les chantiers, à contribuer à réduire les maladies professionnelles et les accidents de travail, et sensibiliser les responsables de ces entreprises sur l'importance de la prévention et du respect des conditions de sécurité sur les lieux de travail», a-t-il expliqué.
En plus des rencontres organisées au sein des sièges des entreprises, des structures de la formation et de l'enseignement professionnels, des sorties sur les chantiers ponctuent cette campagne dans le but de sensibiliser également le personnel employé par les entreprises du BTPH et de s'enquérir de leurs conditions de travail, a indiqué le responsable. Les secteurs de la santé, l'inspection du travail, la protection civile et la médecine du travail sont mis à contribution dans cette campagne d'information, a-t-il souligné.

R. R.

TIPAZA, FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE POUR ENFANT

Cérémonie de clôture en apothéose

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé, lundi, la cérémonie de clôture du Festival national pour enfants « 7/7 Ma Culture » dans la wilaya de Tipaza. Elle a également lancé d'importants projets visant à promouvoir le théâtre pour enfants, un domaine qui, selon elle, connaîtra un essor considérable.



Au Centre culturel Ahmed-Aroua de Koléa, le festival, qui a débuté le 1er juin à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, s'est achevé par la représentation finale du projet de développement théâtral « Rêve (Houlm) ». Cette quatrième saison du projet, lancée en mars dernier à Tipaza, comprenait une série d'ateliers de théâtre destinés aux enfants.

Dans une déclaration faite à cette occasion, la ministre a indiqué que le projet « Rêve (Houlm) » a pour objectif de promouvoir la pratique théâtrale auprès des enfants et de révéler les jeunes talents. Elle a ajouté que ce projet « témoigne de l'engagement du ministère de la Culture et des Arts à garantir le droit de l'enfant à la culture et à la créativité, et à soutenir des programmes de qualité et pertinents ».

Le programme « Rêve » vise également à développer les aptitudes artistiques et intellectuelles des enfants en leur offrant des espaces culturels stimulants, favorisant l'apprentissage, la découverte et l'expression, a déclaré Mme Bendouda. Elle a annoncé, à cette occasion, le lancement officiel d'une série de projets et d'initiatives culturelles destinés aux enfants, notamment dans le domaine du théâtre.

La ministre s'est dite convaincue que le théâtre pour enfants en Algérie « connaîtra un bond qualitatif dans le futur ». Elle a exprimé le souhait d'étendre le projet « Rêve » de développement théâtral « à chaque école, chaque commune et à l'ensemble du territoire », en coopération avec le ministère de l'Éducation nationale. « Il s'agit d'un projet digne d'intérêt en raison de son rôle efficace dans le développement harmonieux des enfants », a-t-elle affirmé.

Par ailleurs, à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste, célébrée chaque année le 8 juin, la ministre de la Culture et des Arts a réaffirmé que son département œuvre à l'amélioration des conditions de travail des artistes et à la protection de leurs droits, les appelant à contribuer activement à la valorisation du patrimoine algérien ainsi qu'au rayonnement de l'art et de la culture algériens.

T. Bouhamidi

ŒUVRE MUSICALE ENTRE HÉRITAGE SAHARIEN ET REGARD CONTEMPORAIN

Tikoubaouine dévoile "Rissala"

ALGER A VIBRÉ, jeudi soir, au rythme des sonorités du désert à l'occasion de la présentation officielle de Rissala, le nouveau titre du groupe algérien Tikoubaouine. Organisée dans le cadre prestigieux de l'hôtel El Djazaïr, cette rencontre a réuni de nombreuses personnalités du monde artistique, culturel et médiatique venues découvrir en avant-première le clip de cette nouvelle création.

Dans une ambiance raffinée et conviviale, les invités ont pu échanger autour de l'actualité culturelle nationale avant de prendre place pour la projection tant attendue. Fidèle à son identité artistique, Tikoubaouine propose à travers Rissala une œuvre profondément ancrée dans les traditions sahariennes tout en s'ouvrant à des influences musicales contemporaines.

Porté par des images d'une grande richesse esthétique, le clip met en lumière la beauté des paysages du Sud algérien et célèbre un patrimoine culturel vivant, transmis de génération en génération. À travers cette réalisation, le groupe poursuit sa démarche artistique fondée sur la préservation de la mémoire collective et la valorisation des expressions culturelles du Sahara.

Musicalement, Rissala se distingue par une fusion harmonieuse entre rythmes traditionnels, instruments emblématiques du désert et arrangements modernes. Cette rencontre entre authenticité et innovation confère à l'œuvre une portée universelle capable de séduire aussi bien les amateurs de musiques du monde que les nouvelles générations.

L'accueil réservé à cette nouvelle production a témoigné de l'intérêt grandissant que suscite le travail de Tikoubaouine sur la scène nationale et internationale. Les échanges qui ont suivi la projection ont permis aux membres du groupe de partager leur vision artistique et de revenir sur les différentes étapes de création de ce projet ambitieux.

Avec Rissala, Tikoubaouine confirme une nouvelle fois son rôle d'ambassadeur des cultures sahariennes et réaffirme sa volonté de faire de la musique un espace de dialogue, de transmission et de rapprochement entre les générations.

À travers cette nouvelle œuvre, le groupe poursuit son engagement en faveur d'une création artistique enracinée dans l'identité algérienne tout en portant un regard résolument tourné vers l'avenir.

Fayçal S.



TIZI OUZOU

La lecture livresque se porte à merveille

CONTRAIREMENT à l'idée répandue, la lecture livresque se porte à merveille au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou. Rien que la bibliothèque principale « Si Mohand u Mhand » compte plus de 3 000 lecteurs. Ce chiffre a été avancé par Khaled Ould-Ali, responsable au sein de cette institution. Ce chiffre doit être multiplié au moins par dix si on prend en compte tous les lecteurs de la wilaya de Tizi Ouzou inscrits comme tels au niveau de l'ensemble des bibliothèques des 67 communes. Ce chiffre sera encore plus important si l'on prend en considération que ces lecteurs anonymes préfèrent acheter leurs propres livres chez les libraires et lire chez eux ou dans ces espaces de l'underground.

Il faut retenir aussi qu'au cours de ces dernières années, les lecteurs et lectrices ne sont pas seulement des personnes âgées de 40 ans et plus. En effet, à présent, les jeunes et moins jeunes nourrissent une grande passion pour la lecture. Mieux encore, la lecture au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou porte sur plusieurs genres.

Il y va du livre d'aventure jusqu'à celui de la sociologie politique, via la littérature classique telle que celle de Mohamed Dib, Mouloud Feraoun, Abdelhamid Benhadouga, Ahmed Sefrioui, Victor Hugo, Alexandre Dumas, Théophile Gautier, Henri de Montherlant, Paul Éluard, John Steinbeck, Ernest Hemingway, Léon Tolstoï, Maxime Gorki et tant d'autres grandes plumes qui ont marqué ces quatre derniers siècles le monde de la littérature.

Notons enfin qu'il faut reconnaître le grand mérite des pouvoirs publics dans la redécouverte de l'intérêt de la lecture. L'une des preuves de cette réalité est la donation de livres faite hier au niveau de la grande bibliothèque de lecture publique « Si Mohand M'hand » à une dizaine de lecteurs adultes, parmi lesquels se trouvaient des retraités. Cette donation en question a été traduite par l'offre de livres comme cadeaux.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARTISTE

L'association «Lumières» rend hommage aux professionnels du cinéma

À L'OCCASION de la Journée nationale de l'artiste, célébrée le 8 juin en hommage à l'artiste-martyr Ali Maâchi, l'association artistique du cinéma « Lumières » a réuni, lundi à Alger, des figures du septième art et des représentants de plusieurs disciplines artistiques en signe de reconnaissance aux parcours et engagements des créateurs algériens.

Entre devoir de mémoire et la mise en valeur du rôle des artistes dans la construction de la conscience nationale durant la Guerre de libération, la rencontre a également mis en lumière le passage du flambeau entre générations et les défis actuels du secteur des Arts dans sa globalité.

Les intervenants lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part des réalisateurs, cinéastes et artistes issus de différents domaines artistiques, ont ainsi plaidé pour un renforcement de la protection des droits des créateurs, tout en rappelant la place essentielle de l'art dans la société et la préservation de la mémoire collective.

Le président de l'association, Amar Rabia, a souligné que l'événement a réuni des comédiens de théâtre et du cinéma, de l'ancienne génération et de jeunes talents, qui ont marqué par leurs œuvres le paysage artistique.

«La commémoration de la Journée nationale de l'artiste, en mémoire de l'artiste-martyr Ali Mâachi, est également une opportunité pour mettre en valeur la place de l'art dans la société, en rappelant le rôle des artistes durant la lutte pour l'indépendance de l'Algérie dans l'éveil de la conscience nationale et la mobilisation contre l'occupation», a-t-il encore précisé.

Un documentaire retraçant les différentes activités artistiques de l'association, notamment la célébration du 50e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, a été projeté en présence de figures du cinéma et de la télévision algériens.

Prenant la parole, des artistes ont salué les acquis socioprofessionnels, appelant à renforcer davantage la protection des droits des créateurs.

A. B.

Toujours plus proche

EPE - Algérie Télécom – SPA
NIF : 000216001808337
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS DE SOUK AHRAS
SOUS-DIRECTION FONCTIONS SUPPORT
DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 03/AT/DOT41/2026

Un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour :

REALISATION D'INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL POSE ET RACCORDEMENT DE CABLES A FIBRE OPTIQUE

N° LOT	Désignation (localité/tronçon)	Distance (en KM)
01	Tronçon: METRO MECHROHA- MSAN INDOOR SIDI BRAHIM	3.9
02	Tronçon:CA2- IBN KHALDOUN- DOT SOUK AHRAS	3

ELIGIBILITE DES CANDIDATS :
La participation au présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est destinée uniquement aux entreprises ayant l'une des activités suivantes comme activité principale ou secondaire
-Ressource en eau ;
- Hydraulique ;
- Voirie et réseaux divers (VRD) ;
-Les travaux publics ;
-Infrastructure passive de télécommunications.

Pour les lots dont la distance est inférieure ou égale à 10 Km :
- Les entreprises ayant la qualification une (01) ;
- Les entreprises nouvellement créées durant l'année de l'appel d'offres quelles que soient leurs qualifications ;
- Les entreprises issues des dispositifs ANADE, CNAC, en cours de bénéfice d'avantages conférés par ces dispositifs quelles que soient leurs qualifications.

NB :
- Si plusieurs certificats de qualification dans le domaine des ressources en eau, hydraulique, voirie et réseaux divers (VRD), travaux publics, Infrastructure passive de télécommunications sont présentés par les entreprises dans le cadre du groupement, le certificat de qualification la plus élevée sera pris en considération lors de la vérification des dossiers d'éligibilité des offres.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges, auprès de la structure contractante d'Algérie Télécom accompagnées du cachet de l'entreprise a l'adresse suivante :

ALGERIE TELECOM
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS DE SOUK AHRAS
DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE
SERVICE ACHATS
16 ; Rue BADJI Mokhtar- SOUK AHRAS-

Contre le versement d'un montant de **cinq mille dinars algériens (5000.00 DA**) non remboursable, le paiement se fera auprès de la banque BNA, **représentant** les frais de documentation et de reprographie par versement aux comptes bancaires :
Compte en dinars N° 0010081403000000114 36

PRESENTATION DES OFFRES :
Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et fermées, en indiquant sur chaque enveloppe la dénomination du soumissionnaire la référence et l'objet de l'appel à la concurrence ainsi que sur chaque pli correspondant, la mention « **DOSSIER ADMINISTRATIF** », « **OFFRE TECHNIQUE** » et « **OFFRE FINANCIERE** »

1. **Le dossier administratif** comprend un (01) **original (format papier) plus le dossier en format** électronique insérée dans une enveloppe portant la dénomination du soumissionnaire, l'indication de la référence et l'objet de l'appel d'offres et la mention dossier administratif.
2. **L'offre technique** comprend un (01) **original (format papier) plus l'offre en format** électronique insérée dans une enveloppe portant la dénomination du soumissionnaire, l'indication sur la référence et l'objet de l'appel d'offres et la mention offre technique
3. **L'offre financière** comprend un (01) **original (format papier) plus l'offre en format** électronique insérée dans une enveloppe portant la dénomination du soumissionnaire, l'indication sur la référence et l'objet de l'appel d'offres et la mention offre financière.

Ces trois (03) enveloppes seront insérées dans une autre enveloppe externe fermée et anonyme, comportant les mentions suivantes :

Appel d'offres n° 03/AT/DOT41/2026
Réalisation d'infrastructures d'accueil, pose et raccordement de câbles à fibre optique
Adresse : 16 Rue Badji Mokhtar Souk Ahras
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

ALGERIE TELECOM
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS DE SOUK AHRAS
DEPARTEMENT ACHATS ET LOGISTIQUE
SERVICE ACHATS
16 ; Rue BADJI Mokhtar- SOUK AHRAS-

La durée de préparation des offres fixée à **quinze (15) jours calendaires** à compter de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale.
La date et heure limite de dépôt des offres sont fixées au dernier jour de préparation des offres de **08h00** à **13h00**.
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal (vendredi et samedi), la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, dans les mêmes heures.
Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date du dépôt des offres à **13h00** à l'adresse précitée.
Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de **cent quatre-vingts (180) jours** à compter de la date d'ouverture des plis.

Le Jeune Indépendant **du 10/06/2026 / ANEP 2616020480**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BATNA
DAIRA D'AIN-TOUTA
COMMUNE BENI FEDHALA ELHAKANIA
M.F : 098405329073316

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°: 04-2026

Conformément aux dispositions de l'article 17- 36-37-38-39 de la loi n°23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés, Monsieur le président de l'A.P.C BENI FEDHALA ELHAKANIA lance **UN AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES** pour réalisation le **PROJET : REALISATION DU RESEAU DES EAUX ATRAVERS LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE**
Toutes les entreprises publiques ou privées intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du service des marchés de la commune **BENI FEDHALA ELHAKANIA** contre un paiement de la somme de **(4.000.00 DA)** Non remboursable, auprès de monsieur le régisseur communal de recettes. Les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivantes :

01- DOSSIER DE CANDIDATURE

1. Une déclaration de candidature (signé et cacheté par le soumissionnaire).
2. Une déclaration de probité (signé et cacheté par le soumissionnaire).
3. Les statuts de l'entreprise dans les autres cas (pour les personnes morale).
4. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
5. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :
6. Copier de l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier de paiement en cours de validité.
7. **Capacités professionnelles : toutes les entreprises publiques ou privées - qualifiées en hydraulique de catégorie quatre 04 et plus activité principale.**

7- **Capacités financières** : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires des trois dernières années
8- **Capacités techniques** :
- copier de procès-verbal d'un inventaire du matériel par le rédacteur en chef du casier judiciaire ou un Equipement expert ne doit pas excéder plus de (01) une année à compter de la date de soumission des offres (carte grise ou reçu pesé ou facture+attestation d'assurance)
- Etat du personnel visé par l'entreprise accompagner de:
a-Attestation d'affiliation CNAS pour les employés et les cadres de l'entreprise.
b- copier des diplômes et les actes notarié entre l'entreprise et employé.
- Attestation de bonne exécution

02- L'OFFRE TECHNIQUE

1. Une déclaration à souscrire (signée, cachetée et datée par le soumissionnaire).
2. Mémoire technique justificatif (signée, cachetée et datée par le soumissionnaire).
3. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « LU ET ACCEPTE ».
4. Planning des travaux paraphé par l'entreprise.

03- L'OFFRE FINANCIERE

1-La lettre de soumission (signée, cachetée et datée par le soumissionnaire).
2- Le bordereau des prix unitaires (BPU) (signée, cachetée et datée).
3-Le détail quantitatif et estimatif (DQE) (signée, cachetée et datée par le soumissionnaire).

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.
Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « **DOSSIER DE CANDIDATURE** », « **OFFRE TECHNIQUE** » ou « **OFFRE FINANCIERE** », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « **A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES - APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°04/2026.**
La date limite de dépôt des offres est fixée le **10ème jours** de la première parution dans les quotidiens nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (**BOMOP) sur le portail électronique des marchés publics, la presse écrite et la presse électronique** A **09H30** jusqu'à **10H30** (**APC BENI FEDHALA**
Le délai de préparation des offres EST **dix jours (10)** à compter de la première parution dans les quotidiens nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (**BOMOP) sur le portail électronique des marchés publics, la presse écrite ou la presse électronique**.
La date D'ouverture des offres se fera en séance publique le **dixième (10) jours** de la première parution de l'avis dans les quotidiens nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (**BOMOP) sur le portail électronique des marchés publics, la presse écrite et la presse électronique** à **10H30**.
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour du repos légal, la date d'ouverture et prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, les soumissionnaires sont invités à se présenter à la séance publique portant ouverture des plis.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **90 jours** à compter de la date de dépôt des offres**.**

Le Jeune Indépendant **du 10/06/2026 / ANEP 2625005852**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BATNA
DAIRA D'AIN-TOUTA
COMMUNE BENI FEDHALA ELHAKANIA
M.F : 098405329073316

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°: 05-2026

Conformément aux dispositions de l'article 17- 36-37-38-39 de la loi n°23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés, Monsieur le président de l'A.P.C BENI FEDHALA ELHAKANIA lance **UN AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES** pour réalisation le **PROJET : REALISATION D'UN OUVRAGE DE STOKAGE D'AEP D'UNE CAPACITE 500 M3 POUR L'APPROVISIONNEMET CLC AKKAR ET CHAFFET COMMUNE DE BENI FEDHALA ELHAKANIA**
Toutes les entreprises publiques ou privées intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du service des marchés de la commune **BENI FEDHALA ELHAKANIA** contre un paiement de la somme de **(4.000.00 DA)** Non remboursable, auprès de monsieur le régisseur communal de recettes. Les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivantes :

01- DOSSIER DE CANDIDATURE

1. Une déclaration de candidature (signé et cacheté par le soumissionnaire).
2. Une déclaration de probité (signé et cacheté par le soumissionnaire).
3. Les statuts de l'entreprise dans les autres cas (pour les personnes morale).
4. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
5. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :
6. Copier de l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier de paiement en cours de validité.
1. **Capacités professionnelles : certificat de qualification et de classification professionnelle en Hydraulique activité principale (classe dans la catégorie Trois (03) et Plus) avec présence du code (34-404-3)**

7- **Capacités financières** : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires des trois dernières années
8- **Capacités techniques** :
- copier de procès-verbal d'un inventaire du matériel par le rédacteur en chef du casier judiciaire ou un Equipement expert ne doit pas excéder plus de (01) une année à compter de la date de soumission des offres (carte grise ou reçu pesé ou facture+attestation d'assurance)
- Etat du personnel visé par l'entreprise accompagner de:
a-Attestation d'affiliation CNAS pour les employés et les cadres de l'entreprise.
b- copier des diplômes et les actes notarié entre l'entreprise et employé.
- Attestation de bonne exécution

02- L'OFFRE TECHNIQUE

1. Une déclaration à souscrire (signée, cachetée et datée par le soumissionnaire).
2. Mémoire technique justificatif (signée, cachetée et datée par le soumissionnaire).
3. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « LU ET ACCEPTE ».
4. Planning des travaux paraphé par l'entreprise.

03- L'OFFRE FINANCIERE

1-La lettre de soumission (signée, cachetée et datée par le soumissionnaire).
2- Le bordereau des prix unitaires (BPU) (signée, cachetée et datée).
3-Le détail quantitatif et estimatif (DQE) (signée, cachetée et datée par le soumissionnaire).

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.
Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « **DOSSIER DE CANDIDATURE** », « **OFFRE TECHNIQUE** » ou « **OFFRE FINANCIERE** », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « **A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES - APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°05/2026.**
La date limite de dépôt des offres est fixée le **10ème jours** de la première parution dans les quotidiens nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (**BOMOP) sur le portail électronique des marchés publics, la presse écrite et la presse électronique** A **09H30** jusqu'à **10H30** (**APC BENI FEDHALA**
Le délai de préparation des offres EST **Dix jours (10)** à compter de la première parution dans les quotidiens nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (**BOMOP**) **sur le portail électronique des marchés publics, la presse écrite et la presse électronique**.
La date D'ouverture des offres se fera en séance publique le **dixième (10) jours** de la première parution de l'avis dans les quotidiens nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (**BOMOP**) **sur le portail électronique des marchés publics, la presse écrite et la presse électronique** à **10H30**.
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour du repos légal, la date d'ouverture et prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, les soumissionnaires sont invités à se présenter à la séance publique portant ouverture des plis.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **90 jours** à compter de la date de dépôt des offres**.**

Le Jeune Indépendant **du 10/06/2026 / ANEP 2625005853**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BEJAIA
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

AVIS DE RECRUTEMENT

La Direction de l'Administration Locale de la Wilaya de Béjaia, organise au titre de l'année 2026, les concours ci après :

Grade	Mode de recrutement	Spécialités	Nombre de postes ouverts	Structures d'affectation
Attaché principal d'administration	Concours sur épreuves	**Ouvert aux candidats titulaires d'un D.E.U.A. de l'UFC ou un diplôme de T.S dans les spécialités suivantes :** - Informatique de gestion - gestion et économie des entreprises - comptabilité et finances - comptabilité et gestion - droit foncier - gestion public - droit des affaires - droit des relations économiques internationales - commerce international - marketing - gestion des ressources humaines - psychologie	02 postes	Affectation : - Daira de Beni-maouche -Daira de Tazmalt -Les services de la wilaya

Les dossiers de candidatures doivent comporter les pièces suivantes :

- Une demande de participation au concours
- Deux (02) photos d'identité
- Une (01) copie de la Carte Nationale d'Identité
- Une (01) copie du titre ou diplôme
- Une (01) fiche de résidence
- Une fiche de renseignement à retirer sur le site de la Fonction Publique (concernant le concours sur épreuves)

Les candidats définitivement admis, doivent compléter leurs dossiers par les pièces suivantes :

- Copie du document justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national
- Fiche familiale
- Un (01) extrait d'acte de naissance
- Deux (02) certificats médicaux (médecine générale et phtisiologie)
- Deux (02) photos d'identité.

Les dossiers de candidatures doivent être adressé par voie postale à la Wilaya de Béjaia – Direction de l'Administration Locale – Service des Ressources Humaines – dans un délai de quinze (15) jours ouvrable à compter de la première date de publication par voie de presse écrite, conformément aux arrêtés portant ouverture des concours, pour l'accès aux grades sus cités.

Les dossiers incomplets ou parvenus au-delà du délai prescrit ne seront pas pris en considération

Le Jeune Indépendant **du 10/06/2026 / ANEP 2616020382**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
DAÏRA ADMINISTRATIVE DE CHERAGA
COMMUNE DE CHERAGA
NIF : 4100020000160850015 2

N° : 2005/2026

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° : 01/2026

La Commune de Chéraga, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales conformément à l'article n°39 la loi n° 23-12 du 05 aout 2023 portant réglementation des marchés publics conformément aux articles 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, relatif à l'opération suivantes :

TRAVAUX D'OUVERTURE DE LA ROUTE CIMETIERE BOUCHAOUI CENTRE VERS ROUTE STAOUELI CHERAGA.

Eligibilité des candidats

Il est adressé aux entreprises Qui repondent aux conditions suivantes :

1. Capacité professionnelle :

Le présent avis d'appel d'offre s'adresse à l'entreprise publique et privée :

*Ayant un certificat de qualification et de classifications professionnelles de catégorie **(sept) (07)** ou plus en cours de validité.*

2. Capacité financière :

*Ayant une moyenne du montant du chiffre d'affaires réalisé pendant les trois dernières années (2023, 2024 et 2025) supérieur à **100. 000.000,00**DA visée par les services des impôts et approuvé par le commissaire au compte.*

3. Capacité technique :

- ***Moyens humains :***

***-Ingénieur en travaux publics** =10 ans et plus avec justifications de diplôme et déclaration nominative CNAS, CASNOS, et CACOBATH en cours de validité).*

***-Ingénieur en génie civil** =10 ans et plus avec justifications de diplôme et déclaration nominative CNAS, CASNOS, et CACOBATH en cours de validité).*

***-Ingénieur en hydraulique** =10 ans et plus avec justifications de diplôme et déclaration nominative CNAS, CASNOS, et CACOBATH en cours de validité).*

- ***Moyens matériels :** ayant (05) camion de 20 tonnes, finisseur, répondeuse, (02) retro chargeur, 01 camion-citerne 27000L, 02 bulldozer (justifié avec cartes grises, assurance).*
- ***Référence professionnelle :** (02) attestation de bonne exécution dans les (10) dix, dernières années visé par le maitre de l'ouvrage.*

Peuvent retirer le cahier des charges par eux-mêmes ou leurs représentants désignés à cet effet, au niveau du bureau des marchés au siège de la commune, contre le paiement d'un montant de : 10.000.00 DA (dix Mille Dinars Algériens), auprès du trésorier communal de Chéraga. Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière ; le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi la mention : « Dossier de candidature », «Offre technique » ou « Offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention : « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° : .....2026 : l'intitulé de l'opération..... »

1-*Le dossier de candidature contient :*

-La déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) datée et signée par les soumissionnaires. ;
La déclaration de probité (selon modèle ci-joint) datée et signée par le soumissionnaire. ;
-Les statuts pour les sociétés : Statut de l'entreprise ;
-Le protocole d'accord de constitution du groupement, en cas de soumission dans cette forme, indiquant le mandataire ainsi que la responsabilité solidaire et conjointe des entreprises avec la part que détient chaque membre du groupement (en pourcentage).

-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
-Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.
a/Capacités professionnelles** : certificat de qualification et de classifications professionnelles **(Catégorie sept 07 et plus)
***b/Capacités financières** Ayant une moyenne du montant du chiffre d'affaires réalisé pendant les trois dernières années (2023, 2024 et 2025) supérieur à 100. 000.000,00DA visée par les services des impôts et approuvé par le commissaire au compte.*

c/Capacités techniques :

❖ ***Moyens humains :** justifié par un diplôme et une attestation d'affiliations CNAS, CASNOS, et CACOBATPH en cours de validité.*
❖ ***Moyens matériels** : justifié par la carte grise jointe du contrat d'assurance en cours de validité, contrat de location notarié, couvrant la durée des travaux, (justifiés par la carte grise jointe du contrat d'assurance).*
❖ ***Référence professionnelles :** attestations de bonne exécution délivrées par le maitre de l'ouvrage public ayant la même nature de travail*

2-L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT :

-Une déclaration à souscrire dument renseignée, signée, datée et paraphée selon le modèle ci-joint.
-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique
-Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
-mémoire technique :
**Liste des moyens humains à mettre dans le cadre du présent projet (avec justifications diplômes et attestation d'affiliation CNAS, CASNOS, et CACOBATPH)*

**Liste des moyens matériels à mettre dans le cadre du présent projet (avec copies de cartes grises, police assurances et factures d'achat PV commissaire- priseur PV d'huissier ou contrat de location notarié de l'année en cours.*
**Délai et planning d'exécution des travaux.*
**tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public.*

3-L'offre financière contient :

-la lettre de soumission : (selon modèle ci-joint) datée et signée par les soumissionnaires. ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
-le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
-la décomposition du prix global et forfaitaire

*La durée de préparation des offres est fixée à **DIX JOURS (10) jours** à partir de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les organes publicitaires et le portail électronique BOMOP, et Quotidien National qui fixe la durée de la validité des offres **DIX JOURS (10) jours** augmentée de quatre-vingt-dix (90) Jours.*

*Le pli des offres doit être déposé au niveau du service contractant au : **« Bureau des marchés, siège de la commune de Chéraga sise au 08 boulevard MOHAMED BOUDIAF»,** et cela le dernier jour de la durée de préparation des offres de 08H00 à 12H00 heure limite ; si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.*

L'ouverture, des plis (des dossiers de candidatures, des offres ; technique et financière, pendant la même séance), se déroulera le même jour de dépôt à 12H30, en présence de l'ensemble des soumissionnaires invités automatiquement à assistés à cette séance.

Le Jeune Indépendant **du 10/06/2026 / ANEP 2616020422**

Un ultime test à huis clos pour les Verts face à la Bolivie

Les joueurs de l'Équipe nationale ont effectué leur première séance d'entraînement sur le sol américain. Organisée au complexe sportif de Rock Chalk Park, cette séance, à laquelle l'ensemble du groupe a pris part, a été principalement consacrée au travail technico-tactique. Dans une ambiance studieuse et sereine, les Verts ont affiché beaucoup de concentration et de détermination, poursuivant ainsi leur préparation dans les meilleures conditions avant ce rendez-vous.



À quelques jours de son entrée en lice à la Coupe du monde 2026, la sélection algérienne disputera son ultime match de préparation face à la Bolivie, le 10 juin à Kansas City. Une rencontre importante pour Vladimir Petkovic et son staff, mais qui se déroulera dans des conditions très particulières.

En effet, le match a officiellement été programmé à huis clos. Aucun supporter ne pourra assister à cette ultime répétition générale des Verts avant le début du Mondial. Une décision qui a suscité de nombreuses interrogations au sein de la communauté algérienne présente aux États-Unis, impatiente d'encourager les Fennecs avant leur premier rendez-vous face à l'Argentine. Face aux nombreuses questions, la Fédération algérienne de football a apporté des précisions. Selon la FAF, cette mesure ne relève pas de son choix, mais d'une décision prise par les organisateurs locaux. Ces derniers ont invoqué l'absence du personnel de sécurité, actuellement mobilisé sur les derniers préparatifs liés à l'organisation de la Coupe du monde. La particularité de cette rencontre ne s'arrête pas là. Le duel entre l'Algérie et la Bolivie ne sera également pas retransmis à la télévision. Les supporters devront donc patienter jusqu'au coup de sifflet final pour connaître le résultat et les enseignements tirés par le staff technique. Plus surprenant encore, les médias accrédités sur place ne pourront pas accéder au stade. Malgré les démarches entreprises par les responsables de la FAF pour obtenir une autorisation exceptionnelle, les organisateurs ont maintenu leur position. Cette rencontre revêt pourtant une importance capitale pour les Verts. Elle constituera le dernier test avant le choc face à l'Argentine, prévu le 17 juin pour l'entrée en lice de l'Algérie dans le groupe J. Vladimir Petkovic devrait profiter de ce rendez-vous pour peaufiner ses derniers réglages, tester plusieurs options tactiques et permettre à ses joueurs de retrouver leurs automatismes. Même à huis clos et loin des caméras, ce match contre la Bolivie pourrait ainsi jouer un rôle déterminant dans la préparation des Fennecs avant leur retour tant attendu sur la scène mondiale, les camarades de Ramy Bensebaïni, qui devrait rejouer après son ménagement lors du match face aux Néerlandais, vont se mesurer aux Boliviens. Cet adversaire, les verts l'ont déjà joué et battu difficilement (3-2). C'était à l'occasion des FIFA Series en mars 2024 pour la première de Vladimir Petkovic. Ce dernier va honorer son 29e match sur le banc des Fennecs. Par ailleurs, il s'agit de son premier après la prolongation de son contrat dimanche. Pour cette sortie, le driver de l'EN prévoit de donner du temps de jeu à un maximum d'éléments. Ainsi, Hicham Boudaoui et Yacine Titraoui, restés sur le banc contre les Oranjes, devraient avoir du temps de jeu. Au-delà de l'optimisation des automatismes, le succès sera important. Il permettrait d'aborder le tournoi planétaire et la première sortie, programmée le 17 juin (02h00) contre l'Argentine, dans les meilleures dispositions. Pour clore, on rappellera que Riyad Mahrez & cie auront la Jordanie et l'Autriche au menu du premier tour dans la poule "J".

LA PRÉSENCE DE LIONEL MESSI TRANCHÉE

Incertain il y a encore quelques jours, Lionel Messi sera finalement bien présent pour affronter l'Algérie lors de l'entrée en lice de l'Argentine à la Coupe du Monde 2026. Touché physiquement à la fin d'un match avec l'Inter Miami, le capitaine de l'Albiceleste avait suscité quelques inquiétudes à l'approche du tournoi. Ménagé durant sa période de convalescence, l'octuple Ballon d'Or avait notamment manqué le premier match de préparation de l'Argentine face au Honduras, remporté par les champions du monde en titre sur le score de 2 à 0.

Désormais remis de son problème physique, la star argentine est à nouveau opérationnelle. Messi devrait d'ailleurs effectuer son retour à la compétition à l'occasion du deuxième match amical de préparation de l'Albiceleste face à l'Islande, programmé dans la nuit de mardi à mercredi à Auburn, dans l'État de l'Alabama. « Messi jouera demain, mais je ne sais pas encore combien de minutes il disputera. Je parlerai avec lui pendant l'entraînement afin d'éviter tout type de risque. », a déclaré le sélectionneur argentin Scaloni en conférence de presse.

Sa participation à cette rencontre confirme ainsi sa disponibilité pour le premier match de la phase de groupes de la Coupe du Monde 2026 face à l'Algérie. La rencontre est prévue le 17 juin à 02h00 du matin, heure algérienne. L'Argentine pourra donc compter sur son principal atout pour débuter la défense de son titre mondial. Les Fennecs, de leur côté, retrouvent la Coupe du Monde douze ans après leur dernière participation.



Emmenée par une génération ambitieuse et talentueuse, la sélection algérienne s'apprête à relever un immense défi face à l'une des meilleures équipes de la planète.

Les objectifs fixés à Petkovic dans son nouveau contrat

Quelques jours après l'officialisation de la prolongation de Vladimir Petkovic à la tête de la sélection algérienne jusqu'au 31 juillet 2028, de nouveaux détails ont émergé concernant les objectifs assignés au technicien suisse pour les prochaines années.

Selon le média Ennahar tv , la Fédération algérienne de football (FAF) a fixé plusieurs objectifs ambitieux dans le cadre du nouveau contrat du sélectionneur national. Le premier concerne bien évidemment la Coupe du monde 2026, qui débute dans quelques jours aux États-Unis, au Canada et au Mexique.

D'après la même source, Petkovic devra conduire les Verts jusqu'au deuxième tour du Mondial 2026. Un objectif qui rappelle l'exploit historique réalisé par l'Algérie lors de l'édition 2014 au Brésil, lorsque les coéquipiers de Madjid Bougherra avaient atteint les huitièmes de finale pour la première fois de l'histoire du football algérien.

Les ambitions de la FAF ne s'arrêtent toutefois pas à la Coupe du monde. L'instance fédérale attend également de son sélectionneur qu'il installe durablement l'Algérie parmi les meilleures nations du continent. Ainsi, Petkovic aurait reçu pour mission d'atteindre au minimum les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations 2027, avant de rééditer la même performance lors de l'édition 2028. Sous sa direction, les Verts ont retrouvé une dynamique positive après plusieurs années difficiles. L'Algérie a validé son billet pour la Coupe du monde 2026 après avoir manqué les éditions 2018 et 2022, tout en réalisant un parcours encourageant lors de la CAN 2025.

Les chiffres témoignent également de cette progression. En 28 rencontres disputées sous les ordres de Petkovic, l'Algérie a enregistré 21 victoires, 4 matches nuls et seulement 3 défaites. Une série de résultats qui a permis aux Fennecs de grimper au 28e rang mondial du classement FIFA. En prolongeant son sélectionneur jusqu'en 2028, la FAF mise clairement sur la stabilité et la continuité, avec l'espoir de voir cette génération confirmer son renouveau sur la scène mondiale et africaine au cours des prochaines années.



La blessure de NEYMAR «évolue bien»



À cinq jours de l'entrée en lice du Brésil, lors de la Coupe du monde 2026 contre le Maroc, la CBF (Confédération brésilienne de football) a annoncé lundi que la blessure de Neymar, touché depuis la fin du mois de mai, «évoluait bien». De son côté, Carlo Ancelotti, qui a rappelé l'ancien Parisien pour sa toute dernière liste, a fait savoir qu'il ne précipiterait pas le retour de l'ailier. Bonne nouvelle à venir pour le Brésil ? La blessure au mollet droit de Neymar «évolue bien», a indiqué lundi la Confédération brésilienne de football (CBF), sans préciser s'il pourrait participer au premier match de la Seleçao au Mondial, samedi contre le Maroc. Le meilleur buteur de l'histoire des quintuples champions du monde (79 buts) a passé lundi une IRM qui a livré des résultats «dans les paramètres attendus», selon la CBF. «Il poursuivra le processus de récupération et de préparation physique élaboré par l'équipe médicale de la sélection», a ajouté l'instance dans un communiqué. Le numéro 10, blessé fin mai, n'a pas joué depuis et sa présence sur le terrain est incertaine pour l'entrée en lice du Brésil, samedi à East Rutherford (New Jersey) pour le compte du groupe C. Le sélectionneur du Brésil, Carlo Ancelotti, a déclaré vendredi qu'il espérait que Neymar, 34 ans, pourrait réintégrer l'entraînement collectif cette semaine. Mais le technicien italien a assuré qu'il ne précipiterait pas le retour de l'attaquant, victime de blessures récurrentes ces dernières saisons.

Sénégal, Ouzbékistan... des contrôles très poussés des douanes américaines font polémique



LES ETATS-UNIS accueillent la majeure partie de la Coupe du monde 2026, dotés d'un arsenal sécuritaire important. Les autorités locales sont déjà déterminées à gérer les arrivées autour des matchs le plus scrupuleusement possible... jusqu'à passer au peigne fin les délégations de plusieurs sélections participantes.

Des contrôles policiers à la carte avant le début de la Coupe du monde 2026? Sur les réseaux sociaux, des vidéos ont fleuri ces dernières heures sur des inspections états-uniennes plutôt minutieuses de quelques sélections s'apprêtant à participer à la compétition.

Sur l'une d'elles, on peut voir la sélection du Sénégal, futur adversaire des Bleus en premier match de la phase de groupes (16 juin, 21 heures, à suivre en direct commenté sur RMC Sport), être contrôlé à sa sortie de l'avion par le Bureau des douanes et de la Protection des frontières des Etats-Unis. Directement sur le tarmac. Les Lions de la Téranga sont ainsi passés au(x) détecteur(s), un par un, afin de vérifier s'ils ne transportaient pas avec eux quelconque objet illicite à leur entrée sur le territoire américain, sur une piste d'atterrissage en Caroline du Nord. Sur les réseaux sociaux, certains se demandent si ces contrôles ne sont pas choisis un peu à la tête du client. «Est-ce que les Pays-Bas ont été fouillés ou pas? Simple question hein», s'interroge un premier. «Je me demande si les équipes européennes bénéficient du même traitement. Parce que, d'après les vidéos que je vois, cela semble concerner un certain type d'équipe», se demande un autre.

La fédération iranienne accuse les Etats-Unis de lui avoir retiré son quota de tickets

La Fédération iranienne de football a accusé mardi les Etats-Unis de lui avoir retiré son quota de tickets pour la Coupe du monde (11 juin-19 juillet), dénonçant une «entrave» à la présence des supporters iraniens. En colère, la Fédération iranienne de football a accusé ce mardi les États-Unis, l'un des pays hôtes du Mondial (11 juin-19 juillet), de lui avoir retiré son quota de tickets pour la compétition.

«À moins de trois jours du coup d'envoi (de la compétition), les Etats-Unis empêchent une nouvelle fois les supporters iraniens d'assister aux matches de poule de l'équipe nationale», a fustigé la fédération iranienne dans un communiqué. Le texte invoque un règlement de la Fifa qui prévoit l'attribution de 8% des billets pour chaque match aux fédérations des pays à l'affiche, lesquelles peuvent ensuite les revendre ou les distribuer aux supporters.

«Cependant, de manière inattendue, le quota accordé à la Fédération iranienne de football a été retiré», a-t-elle souligné, ajoutant être «dans l'incapacité de fournir le moindre billet aux supporters» iraniens. Ni la Fifa ni la fédération ou les autorités américaines n'ont commenté pour l'heure.

Il s'agit du dernier différend en date entre l'Iran et les États-Unis au sujet de sa participation à la Coupe du monde, organisée conjointement par les États-Unis, le Mexique et le Canada. L'Iran a été l'un des premiers pays qualifiés pour le Mondial, mais sa participation a été remise en question après la guerre déclenchée au Moyen-Orient par l'offensive israélo-américaine sur le pays le 28 février. L'équipe a ensuite fait face à des refus de visas de la part des États-Unis pour une quinzaine de membres notamment de l'encadrement, dont le président de la fédération iranienne Mehdi Taj.

Les incertitudes quant à l'obtention des visas ont forcé l'équipe à déplacer son camp de base de Tucson (Arizona) à Tijuana, au Mexique. Elle y est arrivée dimanche et y sera basée pendant toute la durée du tournoi, mais disputera ses trois matchs de phase de groupes aux États-Unis.

REFOULÉ PAR LES ÉTATS-UNIS, L'ARBITRE SOMALIEN OMAR ABDULKADIR ARTAN VEUT RESTER «POSITIF»

APRÈS S'ÊTRE vu refuser l'entrée aux États-Unis, l'arbitre somalien Omar Abdulkadir Artan a été officiellement écarté de la Coupe du monde 2026 (11 juin-19 juillet), comme l'a annoncé la FIFA. Ce dernier a toutefois voulu rester «positif». Omar Abdulkadir Artan a vu son rêve s'envoler. Lundi, la FIFA a confirmé que l'arbitre somalien, considéré comme l'un des meilleurs de son continent, a été officiellement écarté de la Coupe du monde 2026 (11 juin-19 juillet) après s'être vu refuser samedi l'entrée aux États-Unis, l'un des pays hôtes. Pourtant, selon Ciise Aden Abshir, haut conseiller auprès du ministère somalien de la Jeunesse et des Sports interrogé par l'AFP, «il disposait d'un visa en règle».

«La FIFA confirme que l'arbitre Omar Abdulkadir Artan ne pourra ni s'entraîner ni officier lors de la Coupe du monde 2026, après s'être vu refuser l'entrée aux États-Unis, confirmait l'instance dans un communiqué. La Fifa n'intervient pas dans les procédures d'immigration du pays hôte, y compris dans l'octroi des visas, et a été informée par les autorités que le statut de M. Artan ne serait pas modifié pour le moment, est-il ajouté dans le communiqué. Conformément aux précédentes compétitions organisées par la FIFA, c'est le gouvernement du pays hôte qui détermine en dernier ressort qui reçoit un visa et qui est admis sur son territoire.» Dans un communiqué relayé par ESPN ce mardi, Omar Abdulkadir Artan a tenté de rester positif. «Malgré les circonstances, je garde une attitude positive et je me concentre sur les prochains défis de ma carrière d'arbitre. Je tiens à remercier la FIFA et la Confédération Africaine de Football (CAF) pour tout leur soutien, et je m'engage à maintenir mon niveau d'arbitrage tout en me concentrant sur l'avenir.

Je remercie la famille du football pour ses messages et je souhaite à mes collègues beaucoup de succès pendant la Coupe du monde. J'ai hâte de les retrouver lors des prochaines compétitions.»



Work IQ : le grand pari de Microsoft pour l'informatique d'entreprise axée sur les agents, et j'ai quelques questions à ce sujet

Work IQ de Microsoft pourrait rendre les agents IA d'entreprise nettement plus performants. Mais le passage à une informatique axée sur les agents soulève de sérieuses questions concernant les coûts, la gouvernance, l'exposition des données et les risques opérationnels.



Work IQ est le résultat d'une refonte complète par Microsoft du fonctionnement des logiciels d'entreprise. Oui, c'est à ce point révolutionnaire.

Le passage des API aux agents d'IA

Si l'on réfléchit à la manière dont l'écosystème des logiciels d'entreprise (progiciel) a fonctionné au cours des dernières décennies, il se composait d'applications et de données (appelons-les ensemble « solutions ») qui fonctionnaient de manière autonome ou échangeaient des données entre elles.

Ces solutions étaient souvent reliées soit par des protocoles de transfert de données, soit par des API. Mais quoi qu'il en soit, un être humain devait coder la connexion entre deux solutions quelconques. Intégrer quelque chose de nouveau dans cet ensemble demandait donc beaucoup de coordination, de développement, d'intégration et, soyons honnêtes, de réunions. Oh, tellement de réunions.

Mais Microsoft parie que 2026 marquera le point de transition entre un monde de l'entreprise piloté par l'humain et un monde piloté par des agents IA. Microsoft le décrit ainsi : « Work IQ est conçu pour un monde où les agents priment, où ce sont les agents IA — et non les développeurs humains — qui décident en temps réel quels outils utiliser à travers les systèmes. »

Ce que Microsoft est en train de changerCela soulève tellement de questions.

J'ai eu l'occasion d'interroger Bryan Goode, vice-président corporate de Microsoft chargé des applications métier et des agents, sur certaines préoccupations qui m'ont immédiatement traversé l'esprit à la lecture de cette annonce.

Mais tout d'abord, essayons de comprendre au mieux ce que Microsoft est en train de faire pour changer, disons, tout ce qui concerne les opérations informatiques d'entreprise.

Les points clés à retenir à propos de Work IQ

Microsoft développe Work IQ pour les entreprises qui veulent mettre en place des agents d'IA à grande échelle.

Les agents peuvent découvrir des structures de données de manière dynamique lors de l'exécution.

Les principales préoccupations concernent le coût, la gouvernance et l'exposition.

L'exemple des retours de vêtements

Examinons cela du point de vue métier. Imaginons que vous soyez cadre dans une société qui fabrique des vêtements. Soudain, les détaillants commencent à recevoir un afflux de retours concernant un produit qui connaissait auparavant un grand succès. L'examen des retours ne soulève aucun signal d'alerte : les vêtements sont en parfait état et ne présentent aucune odeur inhabituelle.

Trouver la réponse à ce mystère à l'aide d'un progiciel traditionnel pourrait s'avérer pratiquement impossible. Vous pourriez charger une personne ou une équipe d'enquêter sur le problème. Mais le logiciel d'entreprise relié à des API pourrait ne pas aider à mettre en évidence les problèmes.

Mais maintenant, supposons que vous disposiez d'un écosystème logiciel axé sur des agents d'IA. Vous demandez à un agent de résoudre le mystère. L'agent et une série de sous-agents recoupent les taux de retour des références produits, les cartes de routage logistique et les mots-clés des réclamations au service client (tels que « démangeaisons », « éruption cutanée » ou « éternuements »).

Une question de logistique et de stockage ?

L'agent finit par identifier un facteur commun : chaque article retourné a passé au moins 48 heures dans la baie 4 de l'entrepôt A7. Il s'avère que la baie 5 était utilisée pour stocker des matériaux destinés à la fabrication d'adhésifs industriels et que des résidus chimiques microscopiques se retrouvaient dans les fibres des vêtements de la baie 4.

Les systèmes informatiques traditionnels gèrent des liens préétablis entre des facteurs, des relations qui sont consciemment croisées par les développeurs de bases de données. Les agents doivent être capables d'interroger l'ensemble des données de l'entreprise, de passer au crible toutes ces informations et de les agréger pour aboutir à une réponse.

Ce type de système peut être donc incroyablement puissant et utile. Mais Microsoft a apparemment compris que l'infrastructure informatique traditionnelle ne peut pas y parvenir à partir de là.

Intelligence d'entreprise adaptable

Work IQ recèle de nombreuses fonctionnalités. Mais deux éléments clés mettent en avant la nouvelle approche agentique des données.

getSchema « permet de découvrir de manière dynamique la structure des données lors de l'exécution »

Le premier est une fonctionnalité appelée getSchema, qui « permet aux agents de découvrir de manière dynamique la structure des données lors de l'exécution. Au lieu de s'appuyer sur des modèles ou des intégrations prédéfinis, les agents peuvent comprendre quelles données existent, comment elles sont organisées et comment interagir avec elles selon les besoins. »

En d'autres termes, un agent peut demander à une structure de données : « Parle-moi de toi », et la structure de données le fera.

Cela signifie que les agents n'ont pas besoin de conserver l'intégralité du contexte de données de l'entreprise en même temps. L'IA fonctionne à l'aide d'une fenêtre contextuelle (considérez-la comme une sorte de mémoire à court terme). Si cette fenêtre contextuelle tente de s'agrandir trop, l'IA oublie une partie de ce qu'elle contient, ce qui entraîne des inexactitudes et le plus troublant des euphémismes du secteur : l'hallucination.

« Une interface compacte et efficace qui minimise le contexte et peut s'adapter à l'évolution des besoins »

Sur le plan opérationnel, l'agent peut commencer par un tableau de ressources et demander à chacune d'elles de décrire les informations qu'elle contient. Si la ressource répond d'une manière que l'agent trouve intéressante, l'étape suivante consiste à exploiter ces données.

Comme pour tout ce qui concerne les logiciels d'entreprise traditionnels, « faire quelque chose avec ces données » est souvent une tâche colossale, nécessitant la compréhension de milliers d'opérations possibles au sein de l'entreprise. Work IQ est conçu pour offrir « une interface compacte et efficace qui minimise le contexte et peut s'adapter à l'évolution des besoins ».

Microsoft affirme avoir « regroupé » des milliers d'opérations en seulement 10 outils génériques. Ces outils permettent d'accéder aux données de Microsoft 365 et fournissent les mécanismes pour travailler sur ces données.

Ces outils ont des fonctions simples telles que récupérer, créer et mettre à jour. Les fonctions, tout comme les outils et getSchema lui-même, sont standardisées à l'échelle de l'organisation.

Cela permet aux agents de construire un ensemble dynamique d'opérations en temps réel.

Voici comment Microsoft l'explique :

« En exposant la structure à la demande, Work IQ transforme chaque source de données en une interface auto-descriptive. Cela permet aux agents de s'adapter automatiquement aux nouvelles données et aux scénarios en évolution sans modifier l'interface de l'API. »

Mais qu'en est-il de Copilot ?

Oh, Copilot est toujours bien présent. Considérez Copilot comme l'espace de vie d'une maison, et Work IQ comme la plomberie. Vous utilisez l'évier. L'évier lui-même utilise la plomberie pour acheminer et évacuer l'eau.

Microsoft ajoute des API Ask qui « exposent l'expérience complète de M365 Copilot Chat aux applications externes sous la forme d'un service unique et opaque. Pour chaque requête, le système gère en interne le raisonnement, la sélection des outils et l'exécution des actions, offrant la même profondeur, le même contexte et la même intelligence que Copilot. »

Ensuite, Work IQ intègre des instructions personnalisées et des souvenirs enregistrés pour adapter les réponses à la manière dont les utilisateurs souhaitent interagir.

AU FIL du temps, à mesure que les souvenirs s'accumulent, l'utilisateur peut poser des questions complémentaires sans avoir à répéter l'intégralité des conversations.

Et voici les questions épineuses

Tout cela soulève des problèmes évidents en matière de gouvernance, de budget et de sécurité. Plutôt que de simplement reprendre les points du communiqué de presse de Microsoft, j'ai eu l'occasion de poser des questions très précises à Bryan Goode, vice-président de l'entreprise. Voyons cela de plus près.

RENTABILITÉ ET ROI DES AGENTS IA

De quelles preuves disposons-nous pour affirmer que les agents optimisés par Work IQ généreront des économies durables ou des gains de revenus, et ne constitueront pas simplement une couche supplémentaire de licences, d'intégration, de surveillance et d'assistance ?

Microsoft : Les API Work IQ sont optimisées pour les besoins spécifiques des agents sur le lieu de travail, qui accèdent aux données et aux outils de manière très différente d'un être humain. Une API native pour les agents nous permet de fournir :

Des résultats de meilleure qualité pour les cas d'utilisation des agents
Un système de récupération optimisé qui réduit le nombre d'allers-retours vers le service, ce qui se traduit par une latence réduite et une meilleure efficacité des jetons
Un accès aux données et un débit à plus grande échelle
Un traitement qui reste dans les limites du tenant.
Tout cela se traduit par des agents de meilleure qualité, plus rapides, plus sûrs et moins coûteux.

La rupture technologique face à l'automatisation classique

Avant d'aborder l'architecture, les API, les agents ou la gouvernance, quels résultats commerciaux spécifiques attendons-nous que nous ne pouvons pas obtenir grâce à l'automatisation classique, à une meilleure recherche, à un meilleur reporting ou aux fonctionnalités existantes de Microsoft 365 Copilot ?
Microsoft : Les agents IA accèdent aux données et utilisent les outils de manière très différente des humains. S'appuyer sur des API et des connecteurs traditionnels signifie que les agents obtiennent des résultats de moindre qualité, des performances plus lentes et des coûts plus élevés — sans parler des risques potentiels en matière de sécurité et de conformité si les données sont transférées en dehors des limites du tenant.
Les API Work IQ sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques des agents et relèvent chacun de ces défis, tout en étendant la facilité d'utilisation de Work IQ au-delà de Microsoft 365 à tout agent ou service que les clients développent.

Centralisation des données et risques cyber

Sommes-nous en train de créer une nouvelle couche d'intelligence centralisée que les attaquants, les initiés, les comptes compromis ou les agents mal configurés pourraient exploiter ? Le « goulot d'étranglement » promis au niveau de l'exécution réduit-il le risque, ou devient-il une cible de grande valeur ?
Microsoft : Toute capacité concentrée est une cible, mais l'alternative est pire : chaque agent disposant de son propre magasin de données, avec son propre transfert de données, sa propre authentification et ses propres lacunes en matière d'audit. La centralisation dans Work IQ réduit la surface d'attaque. Les données, le contexte et les informations restent à l'intérieur des limites de confiance du tenant. Chaque appel est authentifié via Microsoft Entra, y compris le nouvel Entra Agent ID pour les identités non humaines, et limité à ce que l'utilisateur connecté est déjà autorisé à voir. Chaque action est auditable et traçable dans Purview et Agent 365, au même titre que le reste de l'environnement Microsoft 365.



Contrôle des coûts et dérives FinOps

La tarification est basée sur la consommation et liée aux appels d'outils, à l'orchestration et au raisonnement.
Qu'est-ce qui empêche un agent mal conçu, un workflow incontrôlable ou une échelle d'entreprise normale de générer des coûts imprévisibles ?
Microsoft : La tarification à la consommation signifie que les clients ne paient que ce qu'ils utilisent ; cela signifie également que nous devons fournir des capacités FinOps qui aident les clients à gérer efficacement ces dépenses. Avec la mise à disposition générale des API Work IQ, nous introduirons également de nouvelles fonctionnalités de gestion de la consommation dans le Centre d'administration Microsoft 365, qui permettront aux administrateurs de définir des contrôles de coûts au niveau du tenant, du groupe et de l'utilisateur, de créer des déclencheurs de notifications et de surveiller l'utilisation.

Évolution des flux de travail et des autorisations

Work IQ est conçu pour un monde où les agents sont au premier plan, ceux-ci choisissant leurs outils et agissant sur l'ensemble des systèmes. L'adoption de ce système implique-t-elle que nous devions repenser les flux de travail, les autorisations, les validations et les contrôles opérationnels autour des agents ?
Microsoft : Work IQ est conçu pour étendre les contrôles d'entreprise que les organisations utilisent déjà dans Microsoft 365 plutôt que d'introduire un modèle opérationnel entièrement distinct pour les agents. Les structures existantes en matière d'autorisations, d'identité, de conformité, de conservation, de DLP, d'audit et d'approbation continuent de s'appliquer, car les agents opèrent au sein de la même zone de confiance de locataire et agissent dans le contexte d'utilisateurs authentifiés ou d'identités d'agents gérées. Ce qui change, c'est que les organisations sont désormais capables de mener des actions plus autonomes et inter-systèmes à une échelle et une vitesse bien supérieures. Cela signifie que les clients feront naturellement évoluer certaines pratiques opérationnelles au fil du temps.

Conformité, RGPD et gestion de la mémoire

Si Work IQ et la mémoire Copilot conservent les préférences des utilisateurs, les discussions passées et les souvenirs enregistrés, qu'est-ce qui devient détectable, vérifiable, supprimable ou régi par nos politiques existantes ?
Microsoft : La mémoire se trouve au sein du tenant du client et est régie de la même manière que le reste de ses données. Les utilisateurs peuvent voir ce qui a été mémorisé à leur sujet, le modifier et le supprimer. Les administrateurs définissent la politique de conservation et de suppression.
Elle est soumise aux contrôles de Purview : eDiscovery, audit, DLP, étiquettes de sensibilité. Elle ne sort jamais des limites de confiance du tenant, de sorte que les droits des personnes concernées que les clients exercent déjà en vertu du RGPD, de la loi HIPAA et des régimes spécifiques à certains secteurs sont maintenus. Nous avons délibérément évité de créer un nouveau silo de gouvernance pour l'IA.

Est-ce là l'avenir de l'informatique ? Devrait-il en être ainsi ?

Microsoft parie clairement que l'informatique d'entreprise sera axée sur les agents à l'avenir. Je n'en suis pas si sûr. S'il ne fait aucun doute que l'IA aura un impact considérable, je me demande si les organisations sont prêtes à assumer les coûts énormes liés à l'utilisation de l'IA agentique à l'échelle de l'entreprise. On observe déjà une certaine réticence face au coût des agents IA. On comprend aisément pourquoi l'IA agentique apparaît comme une mine d'or pour les fournisseurs d'IA (y compris Microsoft). Si chaque opération informatique nécessite une taxe de consommation de jetons substantielle en plus d'investissements informatiques déjà coûteux, les gains de productivité pourraient ne plus sembler aussi attractifs.
Si l'on tient compte de la nature non déterministe des opérations d'IA, puis que l'on ajoute toutes les opérations de sécurité et de gouvernance évoquées plus haut, l'approche « agent-first » commence à ressembler davantage à un cauchemar qu'à une promesse.

Les coûts sont élevés, le processus de transition est colossal et les inconvénients pourraient être catastrophiques

Je ne doute pas que l'IA agentique fera une percée importante dans les opérations d'entreprise. L'exemple que j'ai donné plus tôt concernant le diagnostic d'un problème de vente n'était qu'un exemple mineur de ses avantages. Et Work IQ a de fortes chances de contribuer à rendre l'IA agentique acceptable et viable pour les opérations d'entreprise. À bien des égards, c'est révolutionnaire.
Je doute simplement que les organisations se lancent à fond dans des opérations axées sur les agents.
Les coûts sont élevés, le processus de transition est colossal et les inconvénients pourraient être catastrophiques. Je m'attends plutôt à voir une approche hybride, combinant un peu d'IA et des opérations traditionnelles.
Après tout, c'est ainsi que l'informatique a toujours géré ces grands bouleversements technologiques. Des programmes pilotes. De petites extensions. Des extensions plus importantes, puis un mélange de technologies existantes et nouvelles. Tant que la question du coût par jeton ne sera pas résolue, ainsi que toutes les autres zones d'ombre dans lesquelles l'IA semble prospérer, l'hybride sera la voie de l'avenir. Ne parlons pas d'une approche « agent-first ». Appelons-la plutôt « agent-also ».

Chaque épisode de « Game of Thrones » coûte 6 millions de dollars !



Depuis sa première diffusion, la série fantastique de HBO cartonne dans le monde entier grâce à ses effets spéciaux incroyables et à son scénario épique, mais tout cela a un prix. En effet, la chaîne HBO dépense la somme exorbitante de 6 millions de dollars (environ 4.5 millions d'euros) pour chaque épisode de la série qui est tournée à la fois en Islande, en Croatie et en Irlande du nord.

7 millions de dollars pour construire le Titanic, 200 millions pour faire le film



Le film « Titanic » a été un succès phénoménal. Ce chef-d'œuvre a remporté 11 Oscars et a lancé la carrière de ses fils, Kate Winslet et Leonardo DiCaprio. Afin de réaliser un tel film, les producteurs ont dépensé beaucoup d'argent. Plus précisément, « Titanic », qui est sorti en 1997, a coûté 200 millions de dollars. Une grande partie du coût du film a été affectée à la reconstruction partielle du paquebot lui-même.
Le film a, en effet, entraîné beaucoup plus de dépenses que le vrai « Titanic » qui a coûté environ 7,5 millions de dollars.

La grippe espagnole de 1918 a tué plus de gens en 24 semaines que le sida en 24 ans !

La grippe espagnole est considérée comme la pandémie la plus meurtrière de l'histoire, en effet, cette dernière qui s'est propagée dans presque le monde entier entre 1918 et 1919 a fait, selon les statistiques, entre 50 et 100 millions de morts en seulement 24 semaines, c'est au moins 3% de la population mondiale à cette époque-là.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS

La présence de Donald Trump lors de la finale NBA entre New York Knicks et San Antonio Spurs est historique



Le match 3 de la finale NBA 2026, ce lundi soir au Madison Square Garden de New York, risque d'être électrique à bien des égards.

Il risque de leur voler la vedette. Alors que les New York Knicks attendent un titre de champion NBA depuis plus d'un demi-siècle, et qu'ils sont bien partis dans la finale 2026 avec un avantage de 2 victoires à 0 contre les San Antonio Spurs de Victor Wembanyama, Donald Trump sera présent dans les tribunes de l'emblématique Madison Square Garden pour le match 3 ce lundi 8 juin (mardi 9 juin à 2 h 30 du matin en France).
Un événement en soi puisque jamais un président des États-Unis en fonction n'avait encore jusque-là assisté à un match d'une finale NBA. En février 2025, déjà, Donald Trump avait aussi marqué l'histoire sportive américaine en devenant le premier président à se rendre au Super Bowl.
« Il m'a invité, j'y vais », avait annoncé la semaine dernière Donald Trump, répondant favorablement à l'invitation de James Dolan, le propriétaire des Knicks, lui qui est aussi l'un de ses soutiens.

Entre la flopée de stars attendues au bord du parquet (Timothée Chalamet, Kylie Jenner, Ben Stiller, Spike Lee…), la possibilité pour les Knicks de faire un très grand pas vers le titre - le premier à remporter quatre victoires est champion - et la présence de Donald Trump en tribunes, l'atmosphère risque d'être particulièrement électrique dans la mythique salle new-yorkaise, pour un match où les dernières places s'arrachaient encore autour de 11 000 dollars il y a quelques jours. Pour ce qui est des moins chères…
Et pourtant, en venant au match, le président américain court le risque de se faire huer par les fans, lui qui a longtemps brocardé la NBA, qui plus est dans une ville qui ne 'aime pas et vote majoritairement contre lui.
En 2020, il avait notamment accusé les joueurs de la ligue de « détruire le basket » alors que ceux-ci refusaient de jouer pour protester contre les violences policières, rappelle L'Équipe.

Des contrôles « façon aéroport »

Par ailleurs, le niveau de sécurité sera particulièrement élevé autour de cette rencontre du fait de la présence de Donald Trump. La franchise des Knicks a ainsi prévenu les fans qu'il leur faudra arriver au moins deux heures avant le match pour des contrôles « façon aéroport » et qu'aucun sac ne sera toléré dans l'enceinte. À l'extérieur, le Secret Service, chargé de la protection du président américain, participera au dispositif aux côtés de la police de New York.
Des retransmissions sur écran géant initialement prévues par les autorités ont aussi été annulées, après des incidents survenus vendredi soir lors des célébrations de la deuxième victoire des Knicks lors de cette finale. « Le message est simple : célébrez les Knicks, mais évitez le secteur du Madison Square Garden ce soir si vous n'avez pas de billet ou une autre raison valable de vous y rendre », a prévenu la cheffe de la police new-yorkaise, Jessica Tisch.
Dimanche 7 juin, un grave fait divers a bouleversé la soirée dans la gare de Penn Station, voisine du Madison Square Garden, qui accueille environ 600 000 passagers par jour en moyenne. Six personnes y ont été poignardées. L'auteur présumé des faits a été appréhendé par les forces de police d'Amtrak, la compagnie nationale de transport ferroviaire. Ses motivations ne sont pas connues à ce stade, mais le contrôleur de la ville, Mark Levine, a laissé entendre sur X que celui-ci souffre de lourds problèmes psychologiques.
Dans un premier bilan à l'AFP, les pompiers ont fait état de cinq personnes touchées : un blessé grave, deux modérés et deux légers, tous transportés à l'hôpital.
Dans un message publié plus tard dans la soirée sur X, le maire de New York, Zohran Mamdani, a lui évoqué six blessés. « Mes pensées accompagnent toutes les personnes blessées, leurs proches ainsi que tous ceux qui ont été choqués par cette violence inacceptable. Je souhaite à chacune des victimes un rétablissement complet et rapide », a-t-il écrit.
De quoi rajouter encore un peu plus de tension autour de la présence de Donald Trump ce lundi soir à New York.

Le Lada Niva adopte une innovation… de 1973

Auto•Icône de l'automobile s'il en est, le Lada Niva classique, désormais nommé Niva Legend, aura 50 ans en 2027. Il vient encore d'évoluer, et adopte pour la première fois un équipement lancé quatre ans avant sa naissance

AUTOVAZ a profité du forum économique de Saint-Pétersbourg (également dans l'actu pour des raisons moins légères) pour dévoiler la dernière évolution en date de son immortel 4x4 Niva. La principale nouveauté constitue un pas décisif en matière de sécurité, puisque le véhicule reçoit son tout premier… airbag ! Un seul, côté conducteur, mais c'est déjà ça.
Dans le genre « mieux vaut tard que jamais », le modèle adopte aussi un équipement apparu il y a plus de 20 ans dans les familiales généralistes : un système multimédia à écran tactile.

Le Niva Legend ne se refuse décidément rien. Et c'est sans parler de la clé unique pour les portes et le démarrage (il en fallait deux jusque-là), du verrouillage central, et du vieux moteur 1.7 litre 82 ch remplacé par un 1.8 litre de 90 ch. On s'attend à l'adoption d'un moteur hybride à l'horizon 2050.

On l'aime

Bien sûr, nous ironisons, mais la vérité est que nous avons une réelle affection pour le Lada Niva, au même titre que tous les amoureux de voitures emblématiques. Car il symbolise en fait à merveille que sans normes, ou plutôt sans excès de normes, il y a toujours de la place pour un véhicule simple, rustique, essentiel, et surtout peu coûteux.
Et l'écologie, direz-vous ? Nous répondrons que le Lada Niva est probablement l'un des véhicules au monde dont la production est la moins énergivore et la moins émettrice de CO2. En tout cas, ce serait vrai dans une usine de pointe, ce que n'est probablement pas le site russe où naissent les Niva.



Une nouvelle étude démontre le lien entre le glyphosate et les risques de cancer chez l'Homme



Plusieurs ONG environnementales européennes ont appelé jeudi à interdire le glyphosate après la publication d'une étude d'une ampleur sans précédent qui avère chez des souris un lien entre l'apparition de cancers et l'exposition à cet herbicide.

"Le glyphosate ne répond clairement pas aux exigences de sécurité du droit européen", a déclaré Angeliki Lysimachou, responsable scientifique de l'organisation Pan Europe, dans un communiqué commun avec l'ONG française Générations Futures.

Les ONG réagissent à la publication mardi, dans la revue Environmental Health, d'une étude établissant chez des rats un lien entre l'apparition de cancers, notamment des leucémies, et l'exposition à du glyphosate, soit pur, soit dans des formules commerciales comme le Roundup de Bayer. Cette étude apporte une pièce importante dans le débat autour des effets sur la santé du glyphosate, à nouveau autorisé depuis 2023 dans l'Union européenne (UE). En France, il est interdit à la vente pour un usage domestique, mais autorisé sous condition aux agriculteurs.

Le glyphosate, un débat enraciné en France

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime, via son Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), que le glyphosate est un cancérogène "probable", mais les agences sanitaires européennes jugent que le risque n'est pas "critique", des divergences qui s'expliquent en partie par le choix des études retenues.

Le travail publié mardi, réalisé sous l'égide du chercheur italien Daniele Mandrioli, a pour spécificité d'avoir été mené sur un grand nombre d'animaux - plusieurs centaines - et en choisissant un niveau d'exposition qui correspond à celui jugé sans risque avéré par les autorités européennes.

À ces niveaux, "le glyphosate et les herbicides à base de glyphosate [...] ont causé une hausse, proportionnée à la dose donnée, des tumeurs malignes et bénignes chez des rats des deux sexes", concluent les chercheurs. Ces résultats ne permettent pas de conclure sur la cancérogénicité chez l'humain, mais les chercheurs estiment qu'ils concordent avec des études épidémiologiques ayant établi une corrélation dans la vie réelle entre l'exposition au glyphosate et l'apparition de cancers.

En France, ce débat s'inscrit dans un contexte où le président Emmanuel Macron, initialement favorable à une interdiction du glyphosate avant d'assouplir sa position, s'est justifié mardi de ce choix, en pointant la difficulté à "trouver [un] substitut".

Le glyphosate reste actuellement très utilisé dans le monde, mais Bayer, exposé à de nombreux litiges coûteux autour de cet herbicide, a publiquement douté de son avenir commercial au printemps.

L'Irlande mise davantage sur les tourbières pour lutter contre le dérèglement climatique



LE RÔLE des sols tourbeux dans la lutte contre le dérèglement climatique est à double tranchant. Pour s'assurer qu'ils capteront toujours plus de carbone, l'Irlande intensifie ses opérations de cartographie pour identifier et protéger ces écosystèmes.

Des chercheurs irlandais ont développé une technologie pour localiser avec une précision inédite les tourbières, une avancée qui pourrait s'avérer cruciale pour protéger et restaurer ces écosystèmes humides représentant un enjeu clé dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Les tourbières sont des puits de carbone

Au moins 20 % de la surface terrestre de l'Irlande est composée de sol tourbeux, selon Eve Daly, géophysicienne à l'université de Galway, qui a co-dirigé le projet.

"Les sols des tourbières contiennent des quantités de carbone comparables à celles des forêts tropicales", souligne-t-elle.

"Une cartographie plus précise peut permettre de prendre de meilleures décisions en matière de gestion des terres et d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre", explique-t-elle à l'AFP.

Lorsque les sols tourbeux sont gorgés d'eau, ils piègent le carbone. Mais lorsque l'eau est retirée, par exemple par drainage, ils émettent du CO2, gaz à effet de serre largement responsable du réchauffement climatique.

La technique de cartographie de l'équipe de chercheurs est fondée sur des mesures de rayonnement gamma effectuées par un capteur radiométrique embarqué à bord d'un avion qui survole l'Irlande à basse altitude depuis une dizaine d'années dans le cadre d'une étude géophysique aérienne financée par l'État.

"Toutes les roches et les différents types de sols émettent un certain niveau de radiation naturelle, ce qui n'est pas le cas de la tourbe, qui est pleine de matière organique", explique Eve Daly, en se tenant debout sur une tourbière dans le comté d'Offaly, dans le centre de l'Irlande.

Cela a permis aux chercheurs d'identifier pour la première fois des "zones de transition" - généralement cachées sous les forêts et les prairies - où le sol passe de la tourbe à une matière minérale.

Selon Eve Daly, la surface des sols irlandais considérés comme "tourbeux" a ainsi augmenté de près de 30 % à la suite de ces travaux de recherche.

Les résultats sont encourageants mais le temps presse

Près de 80 % de l'Irlande a désormais été cartographié, fournissant des informations détaillées sur les limites géographiques de ses tourbières, selon le coresponsable du projet, Dave O'Leary.

"L'Irlande est à l'avant-garde de la recherche sur la cartographie des tourbières", affirme-t-il.

Les tourbières irlandaises se concentrent principalement dans les régions centrales du pays.

L'utilisation des terres, notamment avec l'agriculture et l'assèchement des tourbières, est l'une des principales sources d'émissions de CO2 de l'Irlande. Cela pourrait empêcher le pays d'atteindre l'objectif climatique fixé par l'UE de réduction des émissions de plus de 50 % d'ici à 2030.

Selon un rapport indépendant récent, l'Irlande risque une amende de près de 30 milliards d'euros si elle n'atteint pas cet objectif. Ses auteurs recommandent la restauration - et la réhumidification - de milliers d'hectares de tourbières afin de contribuer à une réduction "massive" des émissions.

La dégradation des tourbières cause environ 5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, souligne aussi Triven Koganti, expert en agroécologie à l'université d'Aarhus au Danemark.

"Une évaluation précise" des limites des tourbières "est nécessaire dans le cadre des initiatives mondiales actuelles visant à restaurer" ces écosystèmes, estime-t-il, jugeant que ces travaux de recherche irlandais "jouent un rôle important dans cette démarche".



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2026

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.



Comment mieux soulager les douleurs de l'enfant ?

Les thérapies actuelles peuvent-elles soulager efficacement les douleurs de l'enfant ? Encore plus que chez l'adulte, il est capital d'avoir des solutions thérapeutiques efficaces face aux douleurs de l'enfant, et ce dès la naissance.

Un programme pour mieux soulager les douleurs de l'enfant

La douleur de l'enfant est, comme celle de l'adulte, un symptôme commun à de nombreuses maladies. Certaines de ces maladies peuvent débuter dès la naissance ou au cours des premières semaines de vie. Comment repérer et évaluer ces douleurs ? Comment les soulager efficacement ? Ces questions sont au cœur du programme PRELUDE (Programme de REcherche et de LUtte contre la Douleur de l'Enfant), qui réunit quatre projets de recherche clinique et deux projets de recherche fondamentale sur les douleurs de l'enfant.
Actuellement, il existe une dizaine de principes actifs médicamenteux indiqués seuls ou en association dans la prise en charge des douleurs de l'enfant de plus de 6 mois. Certains de ces médicaments sont réservés aux enfants atteints de pathologies rares et graves, des maladies qui peuvent survenir bien avant l'âge de 6 mois. Il est donc essentiel de soulager efficacement ces douleurs avec des médicaments utilisables dès la naissance.

Pas une, mais des douleurs !

En fonction des maladies en cause, les enfants peuvent souffrir de différents types de douleurs, notamment :
Des douleurs osseuses, par exemple dans les cancers osseux de l'enfant ;
Des douleurs cutanées, par exemple dans certaines pathologies cutanées rares ;
Des douleurs neuropathiques, notamment dans certaines maladies génétiques.
Des douleurs différentes, en nature et en intensité, qui nécessitent des traitements antalgiques spécifiques. A ce stade, dédiés aux maladies suivantes : Deux maladies rares de la peau ; Une pathologie du sang ; Les douleurs du membre fantôme chez l'enfant et l'adolescent ayant subi une amputation suite à un cancer osseux.
D'autres projets, sur d'autres maladies et d'autres types de douleurs, devraient suivre, lors de nouveaux appels à projets lancés par le comité scientifique du programme.

Une solution pour chaque douleur de l'enfant

Pour les chercheurs et les membres du comité scientifique, s'intéresser en priorité aux maladies rares (anciennement appelées maladies orphelines) est capital pour plusieurs raisons : Ces maladies sont souvent associées à des douleurs majeures, parfois insoutenables ;
Elles débutent parfois très tôt au cours de la vie ; Le risque est majeur qu'elles deviennent chroniques et impactent le développement de l'enfant.
Les données obtenues pourront permettre d'apporter de nouvelles solutions pour soulager toutes les douleurs de tous les enfants, toutes causes confondues.
Le programme PRELUDE a pour vocation de trouver de nouvelles solutions thérapeutiques efficaces pour soulager toutes les douleurs de l'enfant dès la naissance. Une telle ambition pourra permettre de réduire les conséquences des maladies sur la santé et sur la qualité de vie de l'enfant et de ses proches.

Paracétamol ou ibuprofène, lequel choisir ?

PARACÉTAMOL et ibuprofène sont deux médicaments, parmi les plus utilisés en France et dans le monde. Chefs de file des médicaments contre la douleur et la fièvre, dans quels cas faut-il choisir l'un plutôt que l'autre ? Quels sont leurs effets indésirables respectifs ? Lequel administrer à l'enfant ? … Le point avec Santé Sur le Net.

Le paracétamol, chef de file des antalgiques

Le paracétamol est sans conteste le médicament le plus utilisé pour soulager différents types de douleurs et lutter contre la fièvre, chez l'enfant comme chez l'adulte. Il présente de multiples avantages :
Une administration possible dès la naissance et jusqu'à la fin de la vie
De multiples présentations galéniques : des gélules, des comprimés, des solutions buvables ou des poudres pour solution buvable, des suppositoires ou encore des solutions pour perfusion intraveineuse ;
Peu d'interactions avec les autres médicaments et peu de contre-indications ;
Peu de risque allergique (l'allergie au paracétamol reste rare) ;
Peu d'effets secondaires aux doses habituelles (1 g toutes les 6 heures chez l'adulte, 15 mg/kg toutes les 6 heures chez l'enfant).

À savoir !
Pour éviter un surdosage en paracétamol, il faut bien vérifier la composition des médicaments. En effet, le paracétamol est présent de nombreuses spécialités pharmaceutiques, en association avec d'autres principes actifs. Il se retrouve notamment dans des médicaments contre les douleurs modérées à sévères ou dans les médicaments contre le rhume

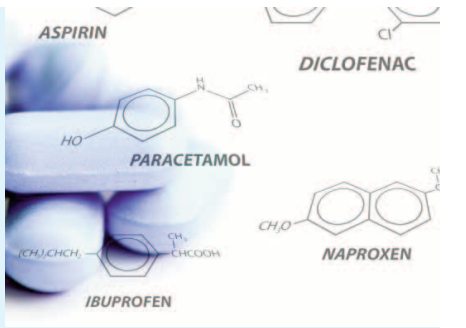
En revanche, le paracétamol, même s'il est disponible en pharmacie sans prescription médicale, n'est pas un médicament anodin. Comme tout médicament, il est impératif de respecter la posologie adaptée à l'âge et/ou au poids du patient mais également les intervalles entre les doses. Absorbé en trop grande quantité, le paracétamol est toxique pour le foie, avec un risque réel d'insuffisance hépatique sévère et irréversible.

L'ibuprofène, l'anti-inflammatoire le plus courant

Autre inconvénient du paracétamol pour la prise en charge de certaines douleurs, il ne possède pas de propriétés anti-inflammatoires. Lorsque les douleurs sont d'origine inflammatoire (par exemple des douleurs liées à l'arthrose, aux rhumatismes ou aux menstruations), d'autres médicaments antalgiques apparaissent plus appropriés, les anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS). Le plus prescrit et le plus utilisé est l'ibuprofène.
L'ibuprofène est, comme le paracétamol, prescrit chez l'enfant et chez l'adulte, dans le traitement des douleurs et de la fièvre. Mais il est souvent indiqué en seconde intention après le paracétamol, en raison de ses effets indésirables importants :

des troubles digestifs parfois graves notamment un risque d'ulcère ou d'hémorragie gastrique ;
des réactions allergiques ;
une atteinte rénale pouvant aller jusqu'à une insuffisance rénale.
Entre paracétamol et ibuprofène, comment choisir ?
Par ailleurs, l'ibuprofène est contre-indiqué dans plusieurs situations :

Une atteinte digestive ou hépatique sévère
Une insuffisance cardiaque ou rénale -
Des antécédents d'allergie aux AINS -
Au cours de la grossesse ;
En cas d'infection virale chez l'enfant (risque de complications potentiellement mortelles).
Et est susceptible d'interagir avec plusieurs types de médicaments.
L'ibuprofène est formellement contre-indiqué à partir du 6ème mois de grossesse et reste fortement déconseillé tout au long de la grossesse, en raison de ses effets tératogènes.



Il est donc essentiel de réserver l'usage de l'ibuprofène :

Au traitement des seules douleurs d'origine inflammatoire, qui ne sont pas soulagées efficacement par le paracétamol ;
Aux traitements de courte durée et non répétés dans le temps ;
Sous contrôle médical, et évitant toute automédication.
À savoir !
Parfois, chez l'enfant ou l'adulte, il est possible d'alterner l'ibuprofène et le paracétamol pour soulager au mieux la douleur et la fièvre, ce qui permet de mieux respecter les intervalles de prise entre les médicaments. Ce type d'alternance nécessite un avis médical.
Entre paracétamol ou ibuprofène, le médecin et le pharmacien sont aux côtés des patients pour les conseiller sur le meilleur choix possible en fonction de chaque situation !

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS WILAYA D'ORAN
IDENTIFICATION FISCALE N° : 0998 31019295905

AVIS APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N°: 65 /DEP/2026

La direction des équipements publics de la Wilaya D'ORAN lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales pour :

Réalisation de 06 classes + sanitaire école primaire de filles commune de MERS EL KEBIR

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres disposant des conditions d'éligibilités suivantes :

A/ CAS DE SOUMISSION SEULE :

1) **Capacité professionnelle** : Avoir un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie ***deux (02) ou plus en bâtiment*** comme activité principale en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
2) **Capacités Techniques : Référence professionnelles** : Ayant déjà réalisé, au moins un projet en bâtiment ***d'un montant égal ou supérieur à 12.000.000,00 DA*** justifier par une attestation de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrages publics.
3) **Capacités Financière : Avoir** un cumule des chiffres d'affaires des 03 dernières années dépassant ou égalant **15.000.000,00 DA.**

B/ CAS DE SOUMISSION DANS LE CADRE D'UN GROUPEMENT D'ENTREPRISE :

Pour être éligible, le Chef de file devra répond aux conditions fixées dans l'article 04-A du cahier des charges, chaque membre du Groupement solidaire doit avoir un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie une (01) ou plus en bâtiment comme activité principale

Dans le cadre des offres présenté en groupement le soumissionnaire ne sont pas tenu de justifier de capacité, professionnelle technique et financière individuellement.

Peuvent retirer le cahier des charges auprès de ***la Direction des Equipements Publics de la Wilaya D'ORAN,*** **Sise Hai El Yasmine Pose 52, Route Du Tramway -Oran**

Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné, dans le cas de groupement, le cahier de charger doit être retiré par le mandataire ou son représentant dûment désigné. Les offres doivent comporter trois (03) enveloppes intérieures séparées portant l'objet de l'appel

D'offres ainsi que selon le cas, la mention : « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière ».
Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée, Les trois (03) enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante.

A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N° : /DEP/2026,
Réalisation de 06 classes + sanitaire école primaire de filles commune de MERS EL KEBIR

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

A-DOSSIER DE CANDIDATURE DOIT COMPRENDRE : *voir cahier des charges*
B-OFFRE TECHNIQUE DOIT COMPRENDRE : *voir cahier des charges*
C-OFFRE FINANCIERE DOIT COMPRENDRE : *voir cahier des charges*

La durée de préparation des offres est à **vingt et un (21) jours** qui court à partir de la date de la première publication du présent avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou l'un des quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres **avant 12h00mn,** cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable, dans le cas où le jour du dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour repos légal.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis (Offre de candidature, offre technique et l'offre financière) à une seule séance, qui se fera le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 12h15mn au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya D'ORAN. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure 12h15 mn

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

N.B : Pour plus d'information, les soumissionnaires doivent référer aux dispositions de cahier des charges.

Le Jeune Indépendant **du 10/06/2026 / ANEP 2631009461**



République Algérienne Démocratique et Populaire
MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME, DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DE TERRITOIRE
WILAYA DE BECHAR
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
N/F 099808019086701

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. la Direction des équipements publics de la Wilaya de Béchar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : **011/DEP/2026**, portant sur la réalisation d'un lycée type 800/200R au lotissement 278 Escadron, Commune de Béchar, en lot unique, paru au quotidien national « الشعب » le **15/04/2026** en langue arabe. Qu'à l'issue de l'évaluation des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, le marché est attribué provisoirement conformément aux critères prévus dans le cahier des charges à :

Projet	Entreprise	NIF	Tranche	Montant proposé en TTC en DA	Montant après correction en TTC en DA	Délai d'exécution	Note technique	OBS
Réalisation d'un lycée type 800/200R au lotissement 278 Escadron, Commune de Béchar, en lot unique	ETB Hadjadj Ahmed	167080100069133	Ferme	446.726.262,99	447.916.262,99	Quatorze (14) Mois	64.14	Offre moins disante préqualifiée
			Conditionnelle N°01	36.118.000,20	36.118.000,20	Quatorze (14) Mois		
			Conditionnelle N°01	76.776.442,61	76.608.890,61	Quatorze (14) Mois		
			Total	565.939.835.10	560.643.153.80			

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres candidatures, techniques et financières, sont invités à se rapprocher des services de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Béchar au plus tard trois (03) jours à compter de la date de la première parution du présent avis, conformément à l'article 82 du décret présidentiel susmentionné. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar dans un délais de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans **BOMOP** ou dans l'un des quotidiens nationaux, si le dixième jour coïncide avec un jours férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable, conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel susmentionné,

Tout recours doit être accompagné d'une copie de présent avis d'attribution provisoire et qui sera envoyé au secrétariat de la commission des marches publics de la wilaya de Bechar.

Le Jeune Indépendant **du 10/06/2026 / ANEP 2631009452**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BISKRA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
N.I.F : 424024000007248
Route de Batna en face de l'ancienne gare routière Biskra

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

D'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXEGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°42 /2026

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°=15/247du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Biskra, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participés à **Avis D'appel d'offre National Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales N°=42/2026 Pour :**

Projet : REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 AU NIVEAU DE SITE 520 LOGEMENTS + LOTISSSEMENT 416 LOTS COMMUNE DE EL KANTRA WILAYA DE BISKRA (CITES D'HABITAT INTEGREES PROGRAMME 2026)

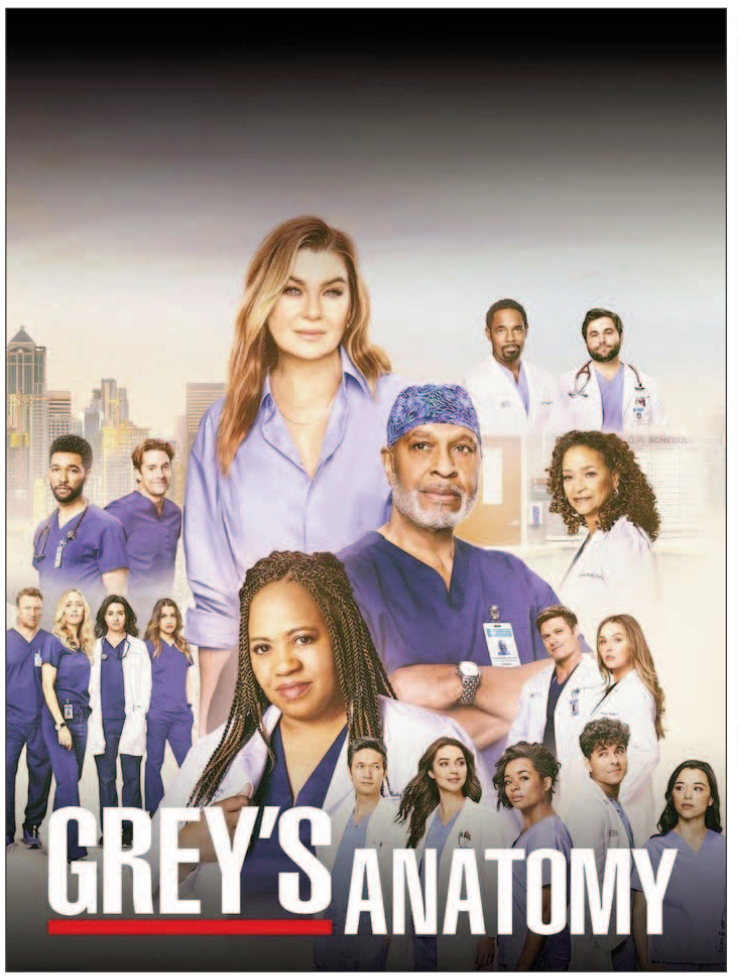
Publié aux quotidiens nationaux **Akhbar elwatane et Le Jeune Indépendant le : 17/05/2026** et les journaux électroniques ainsi que BOMOP, qu'après l'évaluation des offres les travaux sont attribués provisoirement comme suit :

Désignation des Travaux	ETP	N.I.F	Note Offre Tech	Montant de l'offre En (T.T.C)	Délais	Critère d'Evaluation
REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 AU NIVEAU DE SITE 520 LOGEMENTS + LOTISSSEMENT 416 LOTS COMMUNE DE EL KANTRA WILAYA DE BISKRA (CITES D'HABITAT INTEGREES PROGRAMME 2026)	AOUMAR MOHAMED	167071700059142	29.00	177.812.840,27 DA	05 Mois + 27 Jours	Moins Disant techniquement qualifié

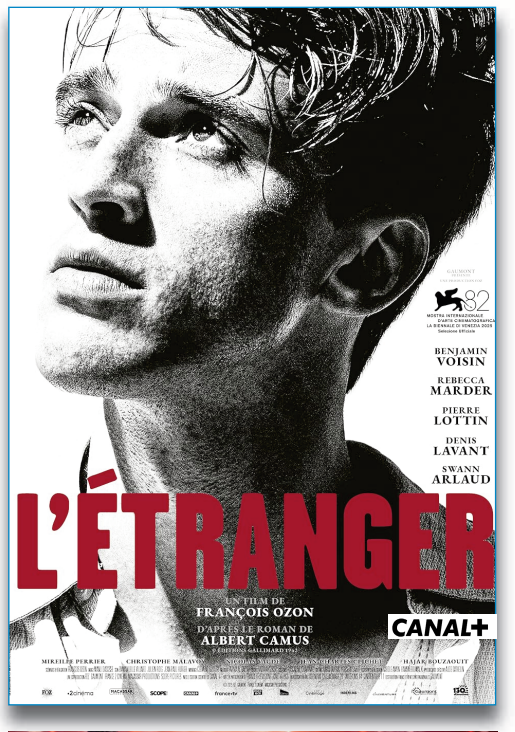
Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres sont invités de se rapprocher de nos services, au plus tard trois jours à compter du premier jour de la publication du présent avis.

Les soumissionnaires contestant ces propositions, peuvent introduire leurs recours auprès de la commission des marches de la wilaya de Biskra dans un délai de (10) jours à partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire du marché dans la presse quotidienne nationale ou BOMOP, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal ,la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°=15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le Jeune Indépendant **du 10/06/2026 / ANEP 2616020393**

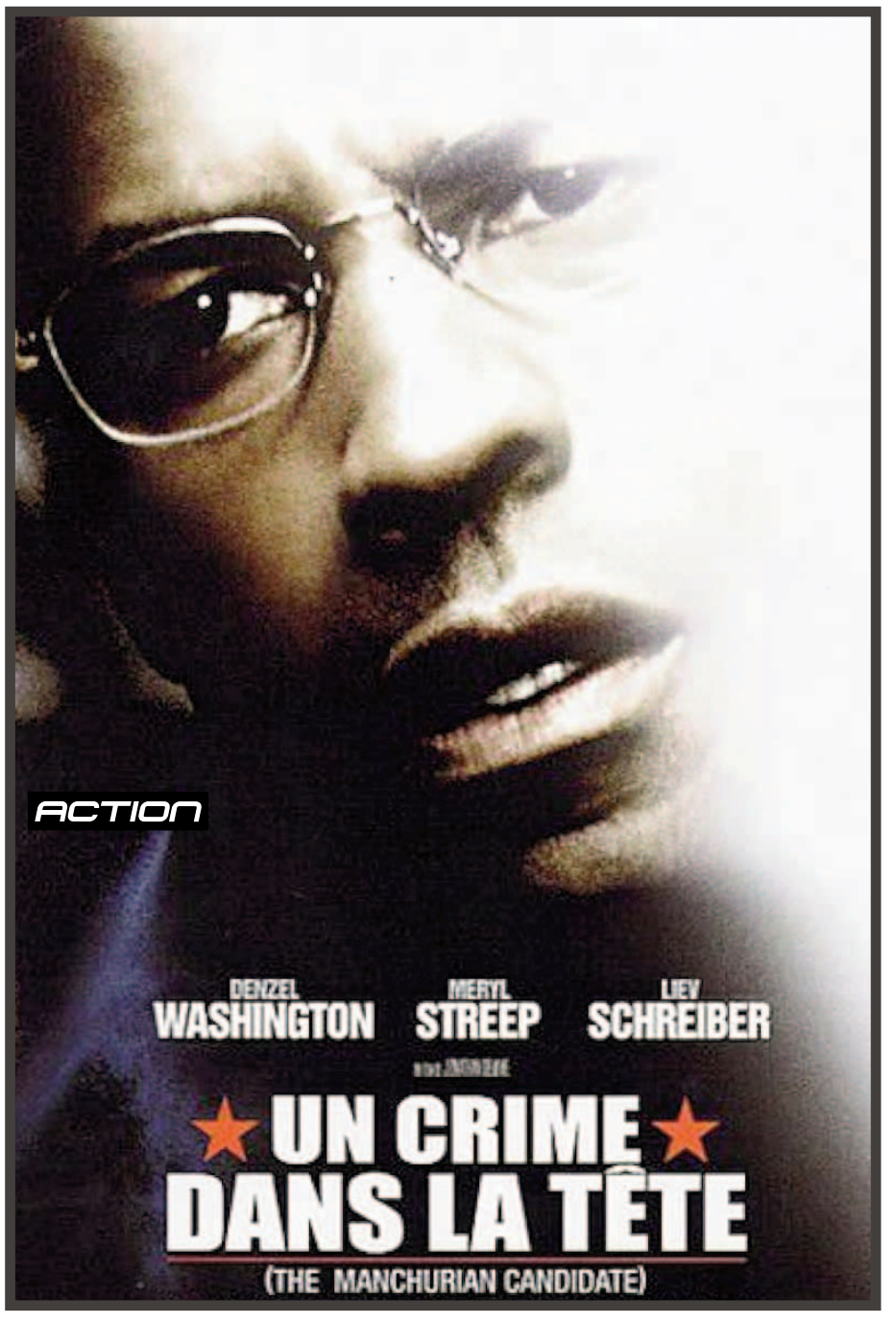




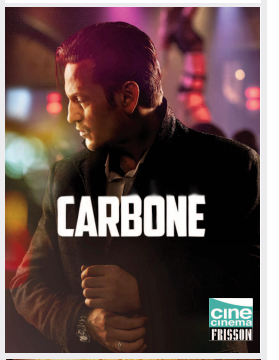




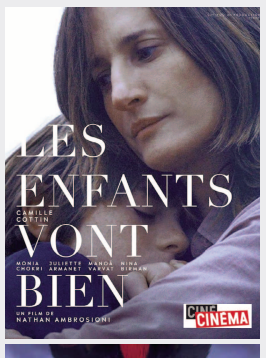




JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Série hospitalière - Etats-Unis 2025 — TF1
Grey's Anatomy

21h00 Série dramatique France - 2026 — France 2
L'or bleu

21h00 Jeu - France 2026 — M6
Top chef Saison 17

21h00 Drame - France 2025 — CANAL+
L'Étranger

21h25 Divertissement — W9
France - 2026
Le prime des vérités

20h55 Thriller — CINE+ FRISSON
France - 2017
Carbone

21h05 Film d'action — 6ter
Etats-Unis - 2011
Sherlock Holmes : Jeu d'ombres

21h00 Film d'aventures France - 2024 — CINE+ PREMIER
Le Secret de Khéops

21h00 Golf - Le 5e tour 2026 — CANAL+ SPORT
Golf

21h25 Drame - France 2025 — CINE CINEMA
Les enfants vont bien

20h50 Film pour la jeunesse — CANAL+ family
Etats-Unis - Japon 2024
Sonic 3, le film

21h25 Film fantastique — TMC
Grande-Bretagne - 2009
Harry Potter et le Prince de sang-mêlé

21h00 la chaine ACTION



Film d'action (Etats-Unis - 2009)

Transformers 2 : la revanche

Dans Transformers 2 : La revanche, la suite des aventures de Sam Witwicky, interprété par Shia LaBeouf, deux années se sont écoulées depuis la bataille qui a opposé les Autobots aux Decepticons. Sam, désormais un jeune homme en train de naviguer à travers les années universitaires, cherche à concilier une vie normale avec les souvenirs de son passé héroïque.

23h10

Thriller (Etats-Unis - 2004)

Un crime dans la tête

Vétéran de la guerre du Golfe, Ben Marco s'occupe de relations publiques. Lors du conflit, la patrouille qu'il commandait a été sauvée d'une embuscade par le sergent Shaw. Ce dernier, fils d'une sénatrice, s'est depuis lancé dans la politique. Un jour, Marco est contacté par un ancien soldat de son régiment qui lui parle de ses rêves étranges à propos de l'embuscade. Marco va chercher à comprendre ce qu'il s'est réellement passé.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:06	12:28	16:20	19:48	21:35	03:14	12:33	16:24	19:51	21:37	03:30	12:47	16:37	20:04	21:49	03:43	12:38	16:19	19:44	21:21	03:36	12:54	16:44	20:11	21:57	03:43	12:59	16:48	20:15	22:00	03:47	13:02	16:51	20:18	22:02

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8512 – MERCREDI 10 JUIN 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	26°	21°
Oran	26°	20°
Constantine	31°	18°
Ouargla	42°	27°

APRÈS SON VOYAGE HISTORIQUE EN ALGÉRIE,

Le pape attendu avec ferveur à Barcelone

C'est le point culminant de sa tournée espagnole. Le pape Léon XIV célèbre ce mardi une messe d'envergure à la basilique de la Sagrada Família. Ce déplacement en Catalogne intervient au lendemain d'une visite sans précédent en Algérie, où le souverain pontife a plaidé à Alger pour une « culture de la paix » et une coexistence renforcée entre les religions, avant de multiplier les rencontres sociales à Madrid.



Le pape Léon XIV.

C'est le point culminant de sa tournée espagnole. Le pape Léon XIV célèbre ce mardi une messe d'envergure à la basilique de la Sagrada Família. Ce déplacement en Catalogne intervient au lendemain d'une visite sans précédent en Algérie, où le souverain pontife a plaidé à Alger pour une « culture de la paix » et une coexistence renforcée entre les religions, avant de multiplier les rencontres sociales à Madrid.

Des milliers de fidèles sont attendus aujourd'hui dans la capitale catalane pour assister à cette célébration religieuse d'envergure, qui s'annonce comme l'un des moments les plus marquants de son voyage en Espagne.

Depuis son arrivée dans la péninsule ibérique le 6 juin, Léon XIV a multiplié les rencontres à forte dimension sociale. À Madrid, il s'est notamment rendu au centre d'accueil pour sans-abris « Cedia 24 Horas », géré par l'organisation Caritas dans le quartier de Lucero. Cette structure, ouverte 24 heures sur 24, accompagne les personnes en situation de précarité. Selon les responsables, plus de 2 500 personnes y ont été prises en charge en 2025.

Lors de cette visite, le pape s'est entretenu avec des travailleurs sociaux ainsi qu'avec des bénéficiaires du centre. Parmi eux, Khadry, un jeune Sénégalais arrivé en Espagne sans papiers en 2020, a raconté son parcours marqué par les difficultés de l'exil durant la pandémie de Covid-19. Le jeune homme a remis au souverain pontife une copie de sa carte d'identité espagnole, symbole de son intégration. Dans une déclaration prononcée à cette occasion, Léon XIV a insisté sur la place centrale de la charité dans la mission de l'Église, soulignant que son exercice constitue « le cœur de la mission ecclésiale ».

LE JALON HISTORIQUE DE L'ÉTAPE ALGÉROISE

Avant de fouler le sol espagnol, le pape Léon XIV a effectué une visite officielle en Algérie, qualifiée par la presse nationale et internationale de « visite historique et hautement symbolique ». Ce déplacement a constitué la première visite d'un souverain pontife en exercice en Algérie, marquant une étape sans précédent dans le renforcement du dialogue interreligieux et des relations entre l'Église catholique et le monde musulman.

Dès son atterrissage à l'aéroport international d'Alger, le ton de ce voyage a été placé sous le signe de la fraternité. Reçu avec les plus grands honneurs de l'État au palais présidentiel d'El Mouradia, Léon XIV a tenu à saluer l'Algérie comme « une terre de rencontres, de courage et un pivot de la stabilité en Méditerranée ». Lors de son allocution officielle à Alger, face aux hauts responsables de l'État, aux corps constitués et aux représentants des différentes communautés religieuses, le souverain pontife a prononcé des mots forts qui ont résonné bien au-delà des frontières du pays :

« L'Algérie nous montre que la diversité n'est pas une menace, mais une promesse de richesse mutuelle. Nos croyances religieuses ne doivent jamais être des motifs de division, mais des fondations inébranlables pour bâtir une culture de la paix et du respect de la dignité humaine, » avait souligné le souverain pontife.

Le moment le plus intense et le plus chargé d'émotion de son séjour algérois s'est déroulé sur les hauteurs de la capitale, au sein de la basilique Notre-Dame d'Afrique (Lalla Myriem). Face à une assemblée composée de la petite communauté catholique locale, mais aussi de nombreux dignitaires musulmans, le pape s'est recueilli avant de rappeler l'inscription célèbre qui orne le chœur de l'édifice : «Notre-Dame d'Afrique, priez pour nous et pour les musulmans».

Dans sa déclaration finale relayée par les médias algériens, le souverain pontife a estimé que son séjour en Algérie avait constitué « une occasion de construire des ponts et de promouvoir le dialogue entre les peuple », ajoutant que « le monde a cruellement besoin du modèle de coexistence et de réconciliation que l'Algérie s'efforce de faire grandir ».

CAP SUR LA CATALOGNE

L'attention se tourne désormais vers Barcelone, où la messe à la Sagrada Família est considérée comme le véritable point d'orgue de cette tournée. L'événement devrait rassembler une affluence record dans un contexte de forte mobilisation des catholiques espagnols.

Au-delà de l'aspect strictement religieux, ce déplacement s'inscrit dans une dynamique plus large marquée par la volonté du Vatican de peser et de renforcer sa voix dans le débat public européen, alors que la société espagnole poursuit son évolution vers une plus grande sécularisation.

Entre engagements sociaux à Madrid, portée diplomatique historique à Alger et symboles spirituels à Barcelone, la tournée de Léon XIV s'impose déjà comme l'un des événements majeurs de l'année sur la scène géopolitique et religieuse internationale.

De notre correspondante,
Majda Khellaf

DE MISTURA ACHÈVE SA VISITE AU SAHARA OCCIDENTAL

Des consultations axées sur le processus de paix

L'ENVOYÉ personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, a achevé, avant-hier soir, sa visite dans les territoires sahraouis et dans les camps de réfugiés. A son départ, il n'a fait aucune déclaration à la presse et le bureau des Nations unies n'a diffusé aucun communiqué.

Cependant, le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et coordinateur avec la MINURSO, le Dr Sidi Mohamed Omar, a affirmé que De Mistura a eu des réunions et des discussions avec des membres du Conseil consultatif, des représentants d'organisations sahraouies de défense des droits des femmes, des jeunes et des acteurs dans les associations des droits de l'homme. Auparavant, le diplomate onusien s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines, avant d'être reçu par d'autres personnalités sahraouies. Selon un communiqué publié par l'agence officielle sahraouie, le ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines, Mohamed Yeslem Beissat, a rencontré, avant-hier, l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies au Sahara occidental. Le ministre a indiqué avoir discuté avec l'émissaire onusien des efforts des Nations unies dans la recherche d'une solution juste, équitable et transparente devant garantir au peuple sahraoui son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Ces consultations de De Mistura avec les dirigeants sahraouis ont également porté sur le bilan des trois rounds de négociations tenus cette année sous l'égide conjointe des Nations unies et des Etats-Unis. L'analyse de la situation actuelle et les perspectives de relance du processus de paix sous le parrainage de l'ONU ont été parmi d'autres points de discussion. Bien que De Mistura n'ait fait aucune déclaration à la presse, sa visite a permis aux dirigeants sahraouis de réaffirmer leur soutien constant aux efforts des Nations unies visant à parachever le processus de la décolonisation du Sahara occidental, dans le respect du droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, tout en rejetant toute solution qui ne garantit pas ce droit. Dans ce sens, il convient de rappeler que le Front Polisario a réaffirmé son engagement à assurer le succès des efforts en cours et à ne pas entraver la mission des Nations unies dans le processus actuel des négociations. Le Front Polisario a réaffirmé, à maintes reprises, que toute solution juste et durable doit reposer sur des fondements clairs, à savoir la garantie du droit inaliénable et imprescriptible du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance par le biais d'un référendum libre, transparent et démocratique.

Hachemi B.